

droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'antisémitisme et pour la paix



5 F • n° 353 • nov. déc. • 1976

liberté
pour
l'afrique
australe

16 pages
spéciales
néo-nazisme



Des interventions sont faites depuis un certain temps auprès des annonceurs de droit et liberté pour tenter de fausser à leurs yeux, par des calomnies odieuses et stupides, l'image, l'action de notre revue et du M.R.A.P.

L'objectif avoué de cette campagne est de les détourner du soutien qu'ils nous apportent en usant de notre support pour leur publicité auprès de nos lecteurs.

Outre que ces procédés inqualifiables vont à l'encontre des règles professionnelles les plus élémentaires, ils témoignent d'une indéniable volonté de nuire à la cause que nous défendons.

Fort heureusement, ces basses manœuvres, hautement intéressées, resteront sans effet.

La SAVATERIE

38, Passage du Havre
75009 PARIS
Tél. 874.31.53

Rohm and Haas.

Produits chimiques
pour l'industrie
et l'agriculture.

**ROHM
AND
HAAS**
FRANCE S.A. 

La Tour de Lyon
185, rue de Bercy
75579 PARIS
Tél. : 345.24.21



« Droit et Liberté » vous propose sa reliure - système à broches, mise en place instantanée - couleur bordeaux, lettres dorées au dos.

Prix : 25 F (+ 3 F de frais de port).

Les numéros qui vous manquent pour que votre collection soit complète peuvent vous être envoyés au prix de 4 F.

Si vous n'avez pas conservé les numéros anciens, vous pouvez commander les 10 numéros de 1975 dans leur reliure pour le prix de 55 F (+ 9 F pour frais d'envoi).

**VOUS AUREZ A VOTRE DISPOSITION
SOUS UNE FORME ELEGANTE ET MANIABLE
UNE DOCUMENTATION INDISPENSABLE**

BULLETIN

M. Adresse

commande la reliure « Droit et Liberté » 28 F (1)
(25 F + 3 F)

commande la collection 1975 ... (55 F + 9 F) (1)

Total.....

Vous joint par chèque bancaire, mandat, chèque postal (1), la somme de

« Droit et Liberté » : 120, rue Saint-Denis, Paris-2^e, C.C.P. 6070-98.
(1) Rayer la mention inutile.

georges rech



droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976

Attention !
Le numéro de téléphone du m.r.a.p. a changé
notez le nouveau numéro
233.09.57

après l'incendie

Puisqu'ils recommencent, moi aussi !
Je vous fais parvenir, comme suite à mon chèque du 5-9-76, un second chèque, de même montant, en réponse au nouvel acte de ces dangereux imbéciles. Avec toute ma sympathie.

René WILFART
94260 Fresnes

Que ces quelques lignes vous disent ma totale solidarité et mon profond attachement à la cause que vous défendez si courageusement.

Jean PICART le DOUX
artiste-peintre
Paris

Je suis entièrement à vos côtés pour protester contre cet acte odieux.

Laurent SCHWARTZ
professeur d'Université,
Paris

J'aurais grandement désiré être des vôtres, le 8 novembre, à la manifestation devant votre siège... J'ai vu par la presse que cette manifestation avait été pleinement réussie, et nous en sommes très heureux. Vous savez quelle est la sympathie combattante que nous éprouvons pour le M.R.A.P. et l'action qu'il conduit.

Marcel PAUL
président fondateur de la
F.N.D.I.R.P.

Je tiens à vous adresser toute la solidarité de la F.A.S.P. (Fédération Autonome des Syndicats de Police) et je vous autorise à en faire état. Comme vous, nous estimons que ces actes odieux sont typiquement nazis, qu'ils doivent être punis et dénoncés avec vigueur. Dans toute la mesure de nos moyens syndicaux, nous donnerons toute la publicité qui s'impose pour cela auprès de nos adhérents.

Jean CHAUNAC
secrétaire général de la
Fédération Autonome des
Syndicats de Police

à la gare de hambourg

Cet été, venant de Norvège et me dirigeant vers l'Autriche par le train, je me suis arrêté quelques heures à Hambourg.

Une des premières images de l'Allemagne que j'ai eue alors est, à vrai dire, peu glorieuse. Un « Monsieur pipi » avait sur sa table (à côté de l'éternelle soucoupe) une quantité importante de papillons gommés où, à gauche, une imposante croix gammée s'étalait et, à droite, le sigle N.S.D.A.P. (Parti National-Socialiste) et l'inscription : « Pour l'Allemagne, maintenant ! »

Dans cette histoire, le fait qui m'a le plus frappé n'est pas qu'il existe encore des nostalgiques des massacres et tueries de la dernière guerre (la bête semble éternelle), mais que ces derniers ne pensent même pas à se cacher. Cela, me semble-t-il, est très dangereux pour l'avenir. Et que l'on ne vienne pas me dire que ce que j'ai vu ne signifie rien, qu'il ne s'agit en fait que d'un « Monsieur pipi ». A mon avis, il n'en faut pas plus pour faire d'excellents bourreaux.

Jean-Michel CHAYET
92250 La Garenne

Nathalie

Toutes nos félicitations pour le numéro 351 de droit et liberté et, en particulier, pour la correspondance publiée, page 4, sous le titre « Un raciste bien connu ».

La lettre de la petite Nathalie est extrêmement émouvante. Je la ferai lire autour de moi. Amitiés.

Ernest KAHANE
91590 La Ferté-Alais

sur Djéha

Je n'approuve pas la bande dessinée que vous publiez chaque mois en dernière page de droit et liberté, car j'ai deux reproches à lui faire.

D'abord, il s'agit d'une vision totalement négative de l'immigré, qui est toujours errant et chômeur, et l'on peut craindre que cela encourage l'idée que certains racistes se font de la population étrangère en France. Ne pourrait-on pas montrer aussi que les immigrés travaillent durement pour le développement de l'économie française ?

En second lieu, je m'interroge sur la façon dont est ressentie la caricature de Djéha : présenter un immigré sous ces traits grimaçants, n'est-ce pas aussi alimenter les images fausses que l'on donne dans la presse raciste ?

Je sais bien que telle n'est pas l'intention du dessinateur et qu'il s'efforce, au contraire,

au sommaire

- l'évènement ■
liberté pour l'afrique australe p.6
témoignage ■
u.s.a. : les villes de la peur p.8
sur le vif ■
brûlés vifs p.14
dossier ■
16 pages spéciales
néo-nazisme p.17
éducation à la fraternité ■
des enfants à sauver p.34
chronique ■
au cœur de l'affaire dreyfus p.36
action ■
doubler p.42

et nos rubriques habituelles

le motif de la page de couverture fait l'objet d'une affiche et d'un badge que l'on peut se procurer au siège du m.r.a.p. (affiche : 5 francs - badge : 1 franc)

de rendre Djéha sympathique. Mais j'ai cru nécessaire, néanmoins, de vous soumettre ces observations.

Monique CLAIRAIT
Paris-7°

Je vous écris pour vous dire ma surprise indignée en voyant sur « la couverture 4 » du numéro 351 de droit et liberté, en bas à gauche de l'histoire de Djéha, une... respectueuse - fille de trottoir... devant une affiche : « Lisez le Crucifix », avec une croix et, bien sûr : « Solidarité communiste ». Ne poussez-vous pas au mépris du crucifix et de La Croix, qui est aussi votre confrère, un journal quotidien.

Père Roger BRAUN
Paris-7°

N.D.L.R. - On peut évidemment contester la bande dessinée que nous publions depuis un certain nombre de mois, et le débat est ouvert. Nul doute que le dessinateur Saladin prendra connaissance avec

intérêt des observations qui sont faites. Toutefois, il convient de porter des jugements qui ne falsifient pas l'esprit de cette histoire. En particulier, le dessin cité ci-dessus est interprété d'une façon tout à fait erronée. En effet, le dessinateur a voulu montrer tous les aspects contradictoires des gens et des choses que l'on peut voir dans une rue de Paris. Il y a, par exemple, des gens parlant arabe, d'autres parlant hébreu, un « agent C.I.A. » et un « agent K.G.B. » ; et c'est ainsi que l'on peut voir une affiche indiquant « Lisez le Crucifix » près d'une autre (en partie coupée), où se lit « A bas le cler... », ainsi que « solida »... « commu... » extrapolé par l'auteur de la lettre en : « solidarité communiste ». Il est certain qu'il n'y avait là aucune intention anti-religieuse, et nous ne pensons pas que notre confrère La Croix, avec lequel nous avons d'excellentes relations, ait des raisons de nous en tenir rigueur.

rien à voir

Dans le numéro 214 de l'hebdomadaire Le Point on peut lire dans le cadre d'une enquête sur la dentisterie actuelle en France : « Il faut courir pour trouver un prothésiste qui dit du bien des dentistes, encore que chacun ait « son » dentiste de cœur, comme le juif le plus raciste a « son » goye. »

Pareil propos, qui n'a rien à voir avec la dentisterie, est plus que malsonnant, et sent un certain racisme. J'ai aussitôt écrit au « Point » en tant que membre du M.R.A.P., et j'ai informé la revue que j'avertirai son confrère droit et liberté.

L. HERTZBERG
54000 Nancy

droit et liberté mensuel
120, rue saint-denis, 75002 paris
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 6070-98 paris

directeur de la publication albert levy
rédaction jean-louis sagot-duvaurox
maquette lucky thiphaine
publicité au siège du journal

ABONNEMENTS
UN AN 50 FRANCS • SOUTIEN 100 FRANCS
ANTILLES, REUNION, MAGHREB, AFRIQUE FRANCOPHONE, LAOS, CAMBODGE, NOUVELLE-CALÉDONIE 55 FRANCS
AUTRES PAYS 75 F. - CHANGEMENT D'ADRESSE 2 F.

à qui profite le crime ?

Ce matin de la Toussaint, après trois premiers jours passés en province, notre ami sud-africain Eric Mtshali, participant à la campagne d'information sur l'apartheid organisée par le M.R.A.P. à travers la France, repartait de Paris vers Lyon et le Midi. Le fascisme, lui, il connaît. Devant l'entrée béante de nos locaux, ravagée par l'incendie, ce militant de l'A.N.C., dont la vie est sans cesse menacée par le régime barbare de Pretoria, s'interrogeait : « Est-ce parce que vous combattez l'apartheid qu'on vous attaque ?... » Peut-être. Entre les nazis d'ici et le nazi Vorster, disciple notoire d'Hitler, il existe, à coup sûr, une alliance de fait. Ils proclament leur racisme avec la même rage sanguinaire. Il leur est pénible de voir à travers notre Mouvement, l'opinion française, dans sa diversité, de plus en plus consciente du mal qu'ils incarnent, de plus en plus mobilisée pour s'y opposer.

Quelques jours plus tôt, le 22 octobre, le M.R.A.P. exprimait sa solidarité avec un autre peuple dont les droits, la dignité, l'identité sont gravement bafoués : le peuple des Antilles qui souffre encore des séquelles d'une longue histoire coloniale. A Chaillot, la représentation de « Solitude, la Mulâtresse » allait commencer, ce soir-là, sous l'égide de notre Mouvement. Et c'est ce moment que choisirent les vandales pour souiller de croix gammées notre porte et l'escalier de l'immeuble. Comme leurs maîtres d'hier, ils ne peuvent entendre parler de culture, et moins encore de fraternité humaine.

Deux mois avant — le 22 août —, la mise à sac de nos bureaux était survenue juste après une conférence de presse et une émission de radio où le M.R.A.P. avait dénoncé sans complaisance, avec des concours divers, les injustices, les discriminations et les provocations à la haine visant les travailleurs immigrés. C'était plus, il faut le croire, que n'en peuvent supporter ceux qui font du racisme leur raison d'être ou leur moyen privilégié de diversion.

Les choses sont claires, désormais. Que le M.R.A.P. lutte partout, contre tous les racismes, anti-juif ou anti-arabe, anti-noir, anti-immigré ou anti-gitan; qu'il étende chaque jour davantage son influence et son activité; que dans notre pays tout entier, grâce à ses efforts, les antiracistes s'unissent, affirment leur combativité, isolant et forçant à la défensive ceux qui fomentent la division entre les hommes, entre les peuples — tout cela soulève contre lui beaucoup d'hostilité, de fureur. Les calomnies sont impuissantes. Les tentatives de dévoyer la lutte antiraciste se heurtent à la lucidité des personnes concernées. Que reste-t-il ? La violence.

Ils incendient, ils détruisent. Ils menacent de mort les dirigeants du M.R.A.P., mais aussi la gardienne et les habitants de la maison, hommes, femmes et enfants. Ils exercent bassement le chantage à la peur, espérant, les lâches, que la lâcheté l'emportera sur la raison et l'esprit civique. Et, sans doute, estiment-ils pouvoir bénéficier d'une impunité totale, du moment qu'ils s'en prennent à ce Mouvement dont la vigilance dérange tant, parce qu'elle est sans faille et d'une rigoureuse objectivité.

Peu importe, après tout, qui sont les individus ou les groupuscules qui se font les instruments directs de ces opérations contre le M.R.A.P. Ce qui est grave, c'est que le racisme croisse en France, et que soient à l'œuvre des forces qui le défendent pour faciliter son utilisation, en tentant d'intimider, voire de faire taire ceux qui le combattent. L'on sait trop l'usage qui peut en être fait contre la démocratie, contre la France, pour ne pas déceler les complicités, ouvertes ou tacites, qui permettent un tel état de fait.

Quand on voit ainsi se profiler le masque hideux du fascisme, chacun est concerné. Par-delà le M.R.A.P., ce sont les traditions et les principes les plus chers au peuple de France qui sont en cause. Il est grand temps d'y prendre garde. Et d'agir pour les sauvegarder.

Albert LEVY

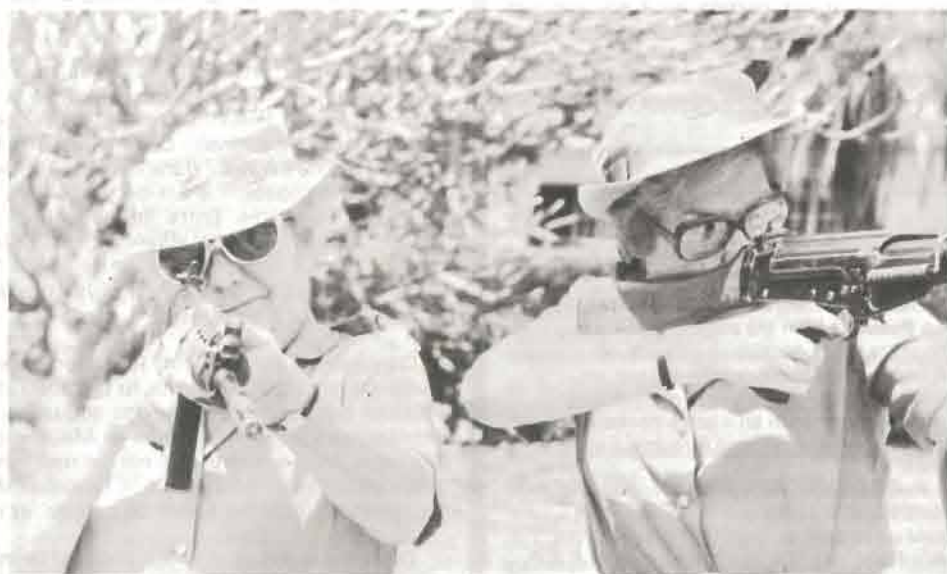
zimbabwé : un front patriotique

Pour les antiracistes français, les péripéties de la question du Zimbabwe (Rhodésie) constituent une leçon exemplaire sur la mauvaise foi des régimes des colons établis en Afrique depuis le 18^e siècle. D'un côté, nous avons un peuple déterminé à lutter pour faire triompher les principes des Droits de l'Homme, et de l'autre une poignée d'aventuriers arrogants et incultes, prêts à massacrer des milliers d'innocents pour maintenir leurs privilèges et leur domination.

A la conférence de Genève, qui s'est rassemblée depuis les derniers jours d'octobre, le représentant des colons racistes, Ian Smith, a déclaré dès son arrivée que, s'il était d'accord pour l'accession de la majorité au pouvoir dans deux ans, il fallait que l'essentiel de ce pouvoir reste aux mains des colons; c'est-à-dire : l'armée, la police, la justice et bien entendu l'économie. Lorsque l'on sait que les institutions de Ian Smith sont responsables de l'assassinat quotidien de dizaines de gens sous le prétexte qu'ils avaient violé le couvre-feu ou qu'ils étaient soupçonnés d'avoir aidé les « terroristes », qu'elles ont parqué des dizaines de milliers de paysans dans des camps-prisons, qu'elles enlèvent aux Africains la moitié du territoire regroupant les meilleures terres, les villes, les richesses minières et les voies de passages routiers et ferroviaires, on se demande si le soi-disant Premier Ministre de Salisbury prend le peuple africain pour des veaux.

Dans ces conditions, il apparaît surprenant que des journalistes français aient pu écrire qu'il y avait des leaders africains pour accepter ce que Ian Smith leur proposait. Quel leader pourrait accepter l'esclavage de son peuple?

Mais cette conférence a permis également de donner une autre leçon : les mouvements nationalistes que l'on présentait ici ou là comme divisés, incapables de s'entendre, parfois même tribalistes et pour certains, prêts à trahir, ont montré qu'ils étaient unis sur l'essentiel : le transfert le plus rapide possible du pouvoir à la majorité, la libération véritable du pays, le rejet de toute oppression raciale, et un avenir où le peuple puisse décider en toute indépendance de son avenir et de la for-



Une poignée d'aventuriers arrogants

me de gouvernement qu'il veut se donner.

Les deux seules délégations qui peuvent prétendre à la fois représenter les aspirations du peuple et avoir réellement combattu pour contraindre Smith à négocier, celle de l'ancien Z.A.P.U. (Union du Peuple Africain du Zimbabwe) dirigée par Joshua Nkomo, actuellement président de l'A.N.C. (Conseil National Africain du Zimbabwe), et celle du Z.A.N.U., dirigée par l'enseignant catholique Robert Mugabé, ont présenté un front commun, le « Front Patriotique ».

Les porte-parole du Front Patriotique, que nous avons rencontrés longuement, nous ont parus certains de la victoire, mais conscients aussi de la nécessité de renforcer leur union sur le terrain. C'est dans ce contexte que le soutien international peut jouer un rôle important. Une certaine confusion a régné jusqu'à présent en ce qui concerne l'information sur le déroulement de la situation au Zimbabwe. Mais après la conférence, la confusion n'est plus permise.

L'union des forces vives de la résistance dans le Front Patriotique clarifie l'action du mouvement de solidarité avec les combattants de la liberté, que celui-ci

vienne des pays limitrophes, ou des mouvements antiracistes du monde entier. Le rôle politique fondamental de ce Front, intrinsèquement lié à la pression militaire exercée par l'armée de libération, est une chance nouvelle pour le présent et l'avenir du peuple zimbabwéen.

Le M.R.A.P., continuera, dans ce cadre, de jouer un rôle d'information, afin de rétablir la vérité face aux imprécisions, et même aux manipulations qui entourent ce problème; mais il entend également développer son action d'aide au mouvement de libération du Zimbabwe. Notre pays a déjà un lourd passif dans la question, puisqu'une partie des armes utilisées par Ian Smith proviennent de nos usines. Le Secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, a même déclaré que le gouvernement français allait offrir des fonds aux colons racistes rhodésiens qui accepteraient d'aller s'installer ailleurs. Notre pays n'a pas à venir en aide aux racistes. Il doit au contraire aider les peuples à se libérer de l'oppression raciste et coloniale. Pour cela aussi, notre lutte continuera.

de notre envoyé spécial
Théo SAINT-JEAN

UN PEUPLE PAISIBLE, 300 ANS D'HISTOIRE, UN PARLEMENT DEMOCRATIQUE ET VOICI UN ETAT INDEPENDANT UNIQUE EN AFRIQUE.

Nous souhaitons avoir la joie de vous accueillir dans la République du Transkei. Le 26 octobre, nous - la nation Xhosa - célébrerons notre accession pacifique à l'indépendance totale vis-à-vis de L'Afrique du Sud.

Nous aurons notre propre système judiciaire, notre administration, notre armée, notre police, une économie indépendante et une société libre. Nous aurons aussi la consécration de notre langue, de notre culture et de nos traditions dans ce pays où nous vivons depuis plus de trois siècles - le Transkei, terre africaine d'une étendue à peu près égale à celle de la Suisse.

Pour de plus amples informations sur l'un des pays présentant les perspectives économiques les plus encourageantes en Afrique à l'heure actuelle, ainsi que sur des possibilités d'investissement particulièrement attrayantes, veuillez écrire à l'adresse suivante: Transkei Development Corporation, P.O. Box 103, Umtata, Republic of Transkei.



REPUBLIQUE DU TRANSKEI
L'INDEPENDANCE PAISIBLE EN AFRIQUE

tent tous les historiens sérieux puisque les royaumes Xhosa, par exemple, et pour ne citer qu'eux, connurent leur apogée entre le XI^e et le XV^e siècle. Sans parler des Hottentots et des Boshimans, dûment massacrés, alors qu'ils habitaient ce pays depuis des temps immémoriaux.

un parlement démocratique

Le « parlement démocratique » du Transkei est composé à égalité de « chefs » nommés par le gouvernement sud-africain, et de « chefs » élus. Dans les derniers mois, tous les responsables de l'opposition au « Premier ministre » Matanzima, l'homme des racistes, ont été arrêtés. L'état d'urgence est décrété depuis 1960.

afrique du sud :

publicité mensongère

un état indépendant

Créature de la politique d'apartheid, le Transkei a été entièrement conçu et réalisé de manière à ne pouvoir en aucun cas mener une politique indépendante. Avant même la soi-disant indépendance, alors que Matanzima était encore considéré comme citoyen sud-africain, des accords économiques et militaires ont été passés concernant l'exploitation et la « défense » du Transkei. Le « Jour de l'Indépendance », ce sont des policiers sud-africains qui ont assuré le maintien de l'ordre, sur demande expresse du « gouvernement » Matanzima, ce sont des avions de l'armée sud-africaine qui ont lâché dans le ciel des fumées aux « couleurs » du Transkei. Le « chef » Matanzima a maintes fois affirmé sa volonté de poursuivre la politique fasciste, raciste, antinationale et anticommuniste du gouvernement de Prétoria. Le seul ambassadeur présent au Transkei est l'ambassadeur d'Afrique du Sud. C'est l'ancien gouverneur de la réserve!

Notre vigilance doit se poursuivre pour que ne soit pas reconnu cet Etat-croupion. Et comme le disait Eric Mtshali, représentant de l'African National Congress (le mouvement de libération de l'Afrique du Sud), lors d'une conférence de presse tenue au M.R.A.P. le 25 octobre : « Il y a plusieurs moyens de reconnaître le Transkei, notamment en ne restant pas vigilant sur le problème des investissements. Investir au Transkei, c'est reconnaître l'administration fantoche mise en place par les racistes. » Les autorités de Prétoria le savent, puisque c'est le but précis qu'elles assignent à la publicité mensongère parue dans **Le Monde**.

Racine MAIGA

Notre confrère **Le Monde** jouit d'une solide réputation de sérieux. Aussi s'étonnera-t-on qu'il ait vendu ses colonnes pour une opération de publicité mensongère, délit puni par la loi. Cette publicité cherche à « vendre » au public la soi-disant indépendance du Transkei, réserve pour Noirs, imposée par le système raciste de l'apartheid.

un peuple paisible

Il est vrai que le peuple d'Afrique du Sud, y compris les habitants de la réserve du Transkei, ne demandait qu'à vivre en paix. Malheureusement, l'invasion étrangère, puis l'atrocité politique d'apartheid, le contraignent à lutter durement contre un régime impitoyable. Sur le territoire de la réserve du Transkei, lui-même, de nombreux faits de résistance contredisent les assertions des racistes.

Entre 1957 et 1960, une grande révolte populaire souleva les paysans du Transkei contre les autorités sud-africaines et contre les « chefs traditionnels » nommés

par les racistes. Cette révolte, dite « de la colline », à cause du lieu où se réunissaient les dirigeants populaires, fut matée dans le sang par l'effort conjugué de la police et de l'armée sud-africaine. Plus près de nous, les manifestations étudiantes et populaires qui se sont succédées sur toute l'étendue de la République Sud-africaine ont également touché le Transkei où les bâtiments publics occupés par les soi-disant autorités transkéiennes, symboles de l'apartheid, ont connu la colère du peuple.

300 ans d'histoire

Lorsque les Blancs rencontrèrent les ancêtres des Sud-Africains de langue xhosa (majoritaires dans la réserve du Transkei), c'était en 1760. Les colons Hollandais venaient de traverser le fleuve Orange, continuant leurs guerres d'annexion. Les Xhosa étaient installés dans le pays depuis déjà plusieurs siècles. Mais pour les racistes, l'histoire du sud de l'Afrique commence avec l'arrivée des Européens. Encore une fable que démen-

droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976

les villes de la peur u.s.a.

La célébration du bicentenaire et les élections présidentielles valent cette année à l'Amérique une place de choix dans les médias. Articles, émissions, reportages s'attardent le plus volontiers sur les manifestations folkloriques ou sur le simulacre d'affrontement entre deux candidats rivalisant d'indigence intellectuelle.

Rien ou presque n'a été dit des problèmes de fond de la société américaine. Ainsi, la ségrégation raciale est passée sous silence ou présentée comme relique d'un passé révolu. La réalité est malheureusement fort différente.

L'Américain blanc bien intentionné nous affirme que la population noire qui représente 11% de la population globale, soit 22 millions de personnes jouit désormais d'une pleine intégration à la société américaine (1).

La fin de la ségrégation institutionnalisée est certes une réalité, mais demeure, par bien des aspects, encore toute théorique. Le vécu quotidien révèle un tout autre pan de cette réalité.

Point n'est besoin d'observer la société américaine à la loupe pour voir que Blancs et Noirs s'y cotoient mais qu'une intégration réelle n'existe pas encore. La ségrégation et le racisme, pour avoir changé de forme, n'en demeurent pas moins bien réels.

L'aspect habituel d'une grande ville s'apparente à un immense ghetto noir. Les Blancs qui s'aventurent au centre des villes pour y travailler, n'y vivent pas et ont élu domicile dans des faubourgs résidentiels où domine l'habitat individuel et dont le statut social croît en proportion de leur éloignement du centre-ville.

Dans cette façon qu'ont les Blancs de résoudre le problème noir en le laissant derrière eux, les préjugés racistes occupent une large part. Les banlieusards aisés, Blancs en écrasante majorité, ne cachent pas les motifs qui ont inspiré leur migration : vivre entre « gens bien », et d'évoquer avec angoisse ces lieux de perdition que sont devenues les villes investies par les Noirs.

Imputer ainsi à la seule présence des Noirs le climat d'insécurité, l'émergence de la violence, de la délinquance, de la prostitution et de la saleté caractéristiques de la dégradation de l'environnement urbain américain, trahit on ne peut mieux la persistance des préjugés racistes, en même temps que l'appréhension des problèmes par le mauvais bout

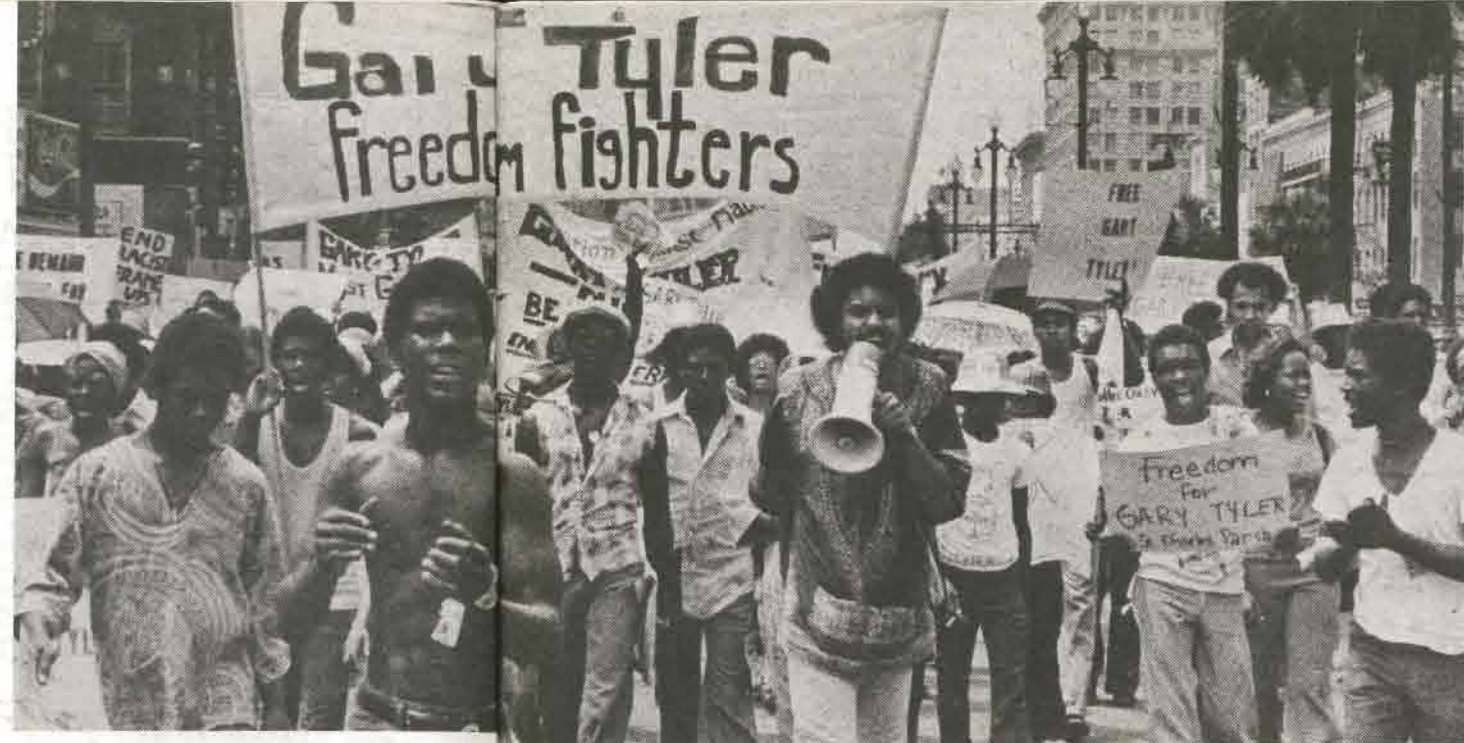
de la lorgnette.

Les Noirs, et non les Blancs, sont en effet et en permanence les victimes de la dégradation de l'environnement urbain du fait d'une ségrégation patente au plan socio-économique. La majorité de la population noire constitue aujourd'hui le prolétariat des grandes cités industrielles du Nord et de l'Est : New York, Chicago, Détroit, Baltimore, Philadelphie, Washington, etc. Cette population est la victime prioritaire de la récession économique. En 1975 les statistiques officielles donnaient un taux de chômage de 14,5% parmi les Noirs contre 8,4% parmi les Blancs.

En cette période de crise, le racisme joue plus que jamais son rôle de division de la classe ouvrière. L'appareil de la puissante centrale syndicale AFL-CIO n'est pas le dernier à recourir à ces pratiques : en se retranchant en matière de licenciement derrière les critères d'ancienneté, il fait retomber sur les travailleurs noirs l'essentiel du fardeau de la crise et du chômage. Les Noirs sont en effet : « les derniers embauchés, donc les premiers licenciés ».

Etonnez-vous ensuite que des quartiers comme Harlem et parfois des villes entières prennent l'allure de camps retranchés que les Blancs s'efforcent de faire disparaître de leur imagination en ne s'y aventurant jamais. Ces quartiers deviennent le terrain d'affrontements entre policiers et bandes d'adolescents délinquants. Cet été à Détroit, la police a imposé un couvre-feu antijeunes de 7 heures du soir à 7 heures du matin : De quoi donner à rêver au ministre Poniatowski !

On comprend également que, dans ces conditions, les autorités soient prêtes à confier à des maires noirs la direction de telles municipalités !



D.R.

Une grande manifestation contre le racisme anti-noirs

Les grandes villes américaines sont autant de barils de poudre pouvant exploser à tout moment, pour le moindre prétexte et dans les directions les plus imprévisibles.

Dans le domaine de l'éducation la situation n'a pas de quoi inciter davantage à l'optimisme. Les tentatives de déségrégation par le moyen du ramassage scolaire (Busing) permettant aux enfants blancs et noirs de se connaître et surtout de fréquenter les mêmes écoles, se heurtent à l'opposition souvent farouche des parents blancs qui arguent des prétextes hypocrites les plus divers : droit d'envoyer les enfants dans l'école de leur choix, prétendue longueur du trajet due au busing, baisse du niveau des études, etc. D'où un reflux vers les écoles privées où l'on est prêt à mettre le prix pour que l'enfant dispose d'un bon enseignement dans un environnement « sain ». Là aussi la barrière économique joue donc à plein comme facteur de ségrégation raciale. Précisons que les efforts de l'administration fédérale pour promouvoir la déségrégation scolaire ont été jusqu'ici des plus velleitaires. Le Président Ford a publiquement exprimé : « sa sympathie et sa compréhension » à des parents blancs manifestant à Boston contre le busing. Jimmy Carter a, quant à lui, déclaré que le busing ne devrait être utilisé qu'en tout dernier recours.

Michel BILIS

1) Les problèmes raciaux ne se limitent pas à la population noire, mais touchent également, à des titres divers, les Porto-Ricains, les Chicancs, les Indiens, les Chinois, etc.

ils ont voté



L'antiracisme électoral de Monsieur Carter

Comme lors des précédentes élections présidentielles, les suffrages des Noirs et des « minorités ethniques » sont appelés à jouer un rôle déterminant dans la course à la Maison Blanche et les deux candidats, Gerald Ford et Jimmy Carter ont déployé de grands efforts pour se les rallier.

Carter, qui parle l'espagnol, escomptait un succès auprès des 6 millions d'Hispano-Américains. Il s'est adressé à eux à la radio et à la télévision dans leur langue.

Mais Carter comptait sur un vote massif des Noirs, même avant la « gaffe » de Butz. Sur l'ensemble des Etats-Unis, un électeur sur 10 est Noir. Mais, dans le Sud, et dans les grandes cités industrielles du Nord, les Noirs ont une plus grande importance politique. Outre le fait que, traditionnellement, les Noirs ont toujours voté Démocrate, Jimmy Carter

s'est acquis une bonne réputation auprès de ceux-ci.

Lorsqu'il devint Gouverneur de Géorgie en 1971, la lutte pour les Droits Civiques — conduite par un « enfant du pays », Martin Luther King — avait déjà porté ses fruits. Lors de son discours inaugural au Capitole d'Atlanta, Carter affirma : « Le temps de la discrimination raciale est passé. Notre peuple a déjà fait ce choix capital et difficile. » Par la suite, il poursuivit activement une politique d'intégration raciale dans la fonction publique.

Il avait pourtant mal débuté sa campagne puisque, début avril, il avait commis une gaffe politique d'envergure. Dans une interview, il se déclara contre l'intégration imposée par le gouvernement fédéral dans les communautés résidentielles. En invoquant la « pureté ethnique »

de ces communautés, il provoqua de violentes réactions dans les milieux noirs dont plusieurs dirigeants lui demandèrent de s'expliquer. Certains de ses adversaires le suspectèrent de vouloir récupérer le vote des « petits blancs » du Sud, fidèles du gouverneur Wallace. Gerald Ford, quant à lui, ne manqua pas de déclarer qu'au lieu de « pureté ethnique », il parlait, lui, des « trésors du patrimoine ethnique » de la population américaine.

Très conscient de la faute commise et de l'utilisation qu'en feraient ses adversaires, Jimmy Carter s'excusa immédiatement de cette « très sérieuse erreur » et le Maire noir de Détroit ainsi que d'autres leaders Noirs lui confirmèrent leur confiance. Mais néanmoins le malaise persista.

Malgré l'avantage global de Carter dans ce domaine, les stratèges de Gerald Ford affirmèrent qu'ils avaient détecté un profond courant Républicain parmi l'électorat noir et qu'il pourrait priver d'une part importante de leurs voix les Démocrates dans des Etats contestataires comme New York, la Pennsylvanie et l'Illinois.

Le Secrétaire d'Etat aux Transports, William Coleman et John Calhoun « staffer » de la Maison Blanche, noirs tous les deux, firent valoir à leurs amis noirs que l'administration Ford avait employé plus de Noirs à des postes importants au Gouvernement que n'importe laquelle de ses devancières.

Malgré cela, Carter semblait devoir être le grand bénéficiaire des suffrages noirs. Son principal problème était plutôt de secouer l'abstentionnisme d'une grande partie de ces supporters. C'est pourquoi les Démocrates soutinrent activement l'opération « big vote » menée par des organisations Noires contre l'abstentionnisme des Noirs, parce qu'ils étaient convaincus qu'elle leur profiterait davantage qu'aux Républicains.

C'est cette désaffection des Noirs pour le Parti Républicain qui provoqua la « gaffe » de Earl Butz, Secrétaire à l'Agriculture du gouvernement Ford, qui déclara en août, en privé, à la Convention Républicaine de Kansas-City, en termes très crus, que les Noirs ne s'intéressaient pas au Parti Républicain parce qu'ils « ne tiennent qu'à trois choses : tirer un coup d'abord, avoir de bonnes pantoufles ensuite et enfin avoir un endroit bien au chaud (pour déféquer) ». Earl Butz dut donner sa démission « dans l'intérêt du Président et de sa campagne électorale ». Mais cela n'a pas effacé les traces que cette « gaffe » a laissée dans l'esprit de l'électorat Noir.

Andy Chishom, un professeur de l'Université de Caroline du Sud, supporter de Jimmy Carter, a pu affirmer avec raison « que c'est l'électorat Noir qui fera la différence dans ces élections ».

Robert PAC

pierre d'alby créations

60, rue de Richelieu, 75002 PARIS
Tél. : RIC. 81.19

ARTICLES - CADEAUX
MAROQUINERIE
SERVIETTES - PORTE-DOCUMENTS

GROS
1/2 GROS

MICHELER

Société Anonyme au Capital de 200.000 Francs

70, RUE DU TEMPLE, 75003 PARIS

Tél. : 887.72-11

ROZENBLIT

106, avenue Monclar - 84009 AVIGNON
82.10.18 Téléph 82.34.40

Société des Coffres-Forts

SOLON

126, boulevard Richard-Lenoir
75011 PARIS

Tél. 805 94.21 - 08.34

Case réservée à
M. BERKOVITS

Norva
Newyorker

CDT

colmac
G. B.

DISTRIBUTEUR



MATÉRIEL DE REPASSAGE - PRESSES A THERMOCOLLER
FOURNITURES TEFLON

42, bd Richard-Lenoir
75011 PARIS

B.P. 87.75.522 PARIS CEDEX 11
Tél. : 355.00.95 lignes groupées

Le Spécialiste des
RIDEAUX VOILAGES PASSEMENTERIES

reine lise

4 bis, rue d'Orsel - 75018 PARIS

Tél : 076.69-96

Case réservée M.

■ au fil des jours ■ au fil des jours ■ au fil des jours ■ au fil des jours

retrouver Abraham



Sur la terre de Palestine les souvenirs communs aux trois grandes religions monothéistes. Ici la tombe de Rachel.

Tolérance, intolérance, mépris racial ou religieux, comme sincère désir de paix, continuent à partager l'opinion publique en Israël. Les profanations qui ont eu lieu dans la mosquée qui abrite la tombe des patriarches bibliques, également vénérés par les juifs, les chrétiens et les musulmans, ont soulevé à juste titre de multiples protestations. Le groupe d'extrémistes fanatiques qui s'y sont livré s'est, en fait, isolé par là même de très larges secteurs de l'opinion israélienne, en même temps qu'il provoquait la colère des habitants d'Hébron, la ville arabe occupée où se trouvent ces tombes.

La réaction qui a suivi avec la mise à sac de la synagogue de Macpéla, plaçait le problème à un niveau indigne de la cause de ceux qui revendiquent la libération des territoires occupés. Nombreuses sont d'ailleurs les voix qui se sont élevées dans la communauté arabe pour déplorer le fait. Le journal nationaliste palestinien paraissant à Jérusalem, *Al Shaab*, lui-même, a condamné sans équivoque, dans un éditorial, une vengeance qui ne sert certainement pas la cause de la paix.

Sans vouloir minimiser les contradictions profondes qui existent dans la société et entre les peuples du Proche-Orient, on peut tout de même tirer une espérance de ces réactions sensées, face à

des pratiques moyen-âgeuses qui déshonorent ceux qui les emploient, quelle que soit la cause qu'ils défendent.

Faut-il voir également dans la rencontre entre un représentant de l'O.L.P. et deux personnalités israéliennes à l'initiative de M. Mendès-France un signe de paix? Le M.R.A.P. a toujours préconisé la négociation, dans le respect des droits nationaux de tous les peuples en présence, et nous ne pouvons que nous réjouir de voir que, de part et d'autre, l'idée fait son chemin.

"La Croix" contre le transkei

La Croix du 20 octobre consacre un article de 4 colonnes, en page centrale, au problème des bantoustans et spécialement au Transkeï, qu'elle présente à bon droit comme « un Etat-fantôme ». Le journal rappelle la position prise en France par la Commission Justice et Paix (catholique) et la Commission sociale protestante, qui ont officiellement demandé au gouvernement de ne pas reconnaître l'existence du nouvel « Etat »

Les Eglises catholique et protestante de France estiment en effet que l'organisation des bantoustans « perpétue et pérennise » l'apartheid. L'article donne en encadré la liste et les coordonnées des huit autres « foyers bantous » et décrit le personnage de M. Kaiser Matanzima, premier chef d'Etat du Transkeï : « un tempérament de dictateur ».

Jean PIHAN

pour une fraternité chrétienne

La hiérarchie catholique française a réaffirmé à plusieurs reprises l'incompatibilité fondamentale entre la foi et les pratiques ou préjugés racistes. Elle a également pris des positions courageuses et particulièrement positives. En lien avec les évêques de Hollande, les évêques français ont affirmé que « l'indépendance » du Transkeï ne pouvait être, en tout état de cause, qu'un faux-semblant, destiné à perpétuer la domination raciste sur le peuple d'Afrique du Sud.

A l'occasion de l'Aïd El Fitr, grande fête musulmane qui clot le mois de jeûne du Ramadan, le secrétariat de l'Eglise catholique de France pour les relations avec l'Islam a appelé les chrétiens à « s'unir à la joie et à la prière de la communauté musulmane », rappelant que « les musulmans et les chrétiens trouvent dans leur foi un appel à demeurer dans l'Espérance, à promouvoir la justice et à construire la paix. »

Enfin, Mgr Rousset, président de la Commission épiscopale des migrations, dans une interview accordée au quotidien **la Croix**, a évoqué les difficiles conditions des travailleurs immigrés, notamment en ce qui concerne le logement et la vie familiale, en relation avec la lutte des résidents de foyers Sonacotra. Il s'est élevé contre toute attitude paternaliste par rapport à ces luttes et a notamment posé la question : « Est-ce que l'Evangile — je ne dis pas tolère — mais laisse la moindre place à la justification de l'apartheid. » Il élevait ainsi le débat de façon significative, au niveau du racisme et de ses implications où qu'il se produise. Pas de complaisance possible avec le racisme,

quoiqu'il en coûte, c'est bien aussi le sens de ce que disait Mgr Marty, archevêque de Paris, lors du sacre d'un nouvel évêque, lorsqu'il lui citait en exemple Mgr Lamont, évêque d'Umtali au Zimbabwe (Rhodésie), et qui vient d'être condamné à 10 ans de travaux forcés par le régime raciste, pour avoir refusé de lui livrer des patriotes.

un juste verdict

Le 15 novembre, la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris a refusé la demande d'extradition de Jean et Melvin Mac Nair, George Brown et Joyce Tillerson, formulée par le gouvernement des U.S.A., après que ceux-ci eussent détourné un avion vers l'Algérie. La Justice a admis le caractère politique d'un acte de désespoir, que les jeunes Noirs américains affirment regretter, mais qui avait été commis à une époque où il ne faisait pas bon militer pour la cause de l'égalité des races et contre l'agression du Viet-Nam. Du fait que ce détournement ne comportait aucun chantage, mais avait pour seul but de s'enfuir du pays pour des raisons politiques, les juges ont pensé qu'il était juste que les jeunes gens bénéficient du droit d'asile, et soient donc jugés par les tribunaux français. Une décision qui fait honneur à la justice, et qui n'est pas étrangère aux démarches multiples des antiracistes et des démocrates de ce pays.

la victime a tort

M. Sif Kasraoui, ouvrier de l'usine « Grange Rouge », à Villefranche-sur-Saône, attend ses enfants à la porte de l'école. Il est 11 h 30, le samedi 25 septembre. Des agents de police lui demandent ses papiers, sans raison. Il ne les a pas tous sur lui; cela suffit pour qu'on commence à le molester; puis, comme il résiste, on le traîne à terre. Emmené au poste et gardé à vue, il est incul-



justice pour le liban

La situation au Moyen-Orient ne cesse de se dégrader. Les conflits israélo-palestinien et israélo-arabe semblent avoir laissé l'avant-scène à la guerre civile inter-libanaise et étrangère, libano-palestino-syrienne. La tragédie qui se joue actuellement au Liban est, en fait, un acte indissociable de l'ensemble du conflit moyen-oriental.

Lorsque l'on aborde ce conflit et son règlement pacifique, quelques axiomes de base d'une banalité qui pourrait paraître dérisoire doivent néanmoins être inlassablement rappelés.

La paix est indissociable d'un minimum de justice, aussi n'y aura-t-il pas de paix, sauf peut-être celle des cimetières, qui puisse être fondée sur l'extermination du mouvement, des combattants et des hommes en qui la grande majorité du peuple palestinien se reconnaît. Le régime syrien, s'il a, dans cette tentative d'extermination appuyé les forces de l'extrême droite libanaise se réclamant du christianisme, a commis une monstruosité. Les dirigeants israéliens qui se réjouissent ouvertement de cet état de fait et y contribuent même plus ou moins directement par leur présence navale et par l'aide militaire aux milices maronites, nuisent en définitive à leur peuple, car Israël ne pourra pas vivre en paix tant que les Palestiniens ne pourront disposer, eux aussi, de leur état libre et souverain.

La paix ne peut être fondée sur l'occupation, et par conséquent l'oppression politique d'une population aspirant à l'indépendance nationale. Une telle « paix » serait, est déjà, chaque jour remise en cause; elle entraîne ses promoteurs dans la dynamique trop connue de la dégradation morale et physique, révélant, si besoin en était encore, qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut lui-même être un peuple libre.

Enfin, une Pax americana, car c'est bien elle qui point en filigrane des derniers développements au Liban, n'aura de paix que l'apparence, et encore. L'émule moderne de Metternich ignore-t-il que sa paix, heurtant de plein fouet les libertés, les intérêts véritables et le développement indépendant des peuples du Moyen-Orient, est vouée à connaître un sort semblable à celle imposée par la Sainte Alliance du 19^e siècle; avec toutefois une différence notable : aujourd'hui, le cycle des périodes historiques est infiniment plus rapide, plus violent et plus meurtrier.

Selon les derniers chiffres publiés, les Palestiniens sont 260 000 au Liban, 170 000 en Syrie, 960 000 en Jordanie, 705 000 en Cisjordanie, 370 000 à Gaza (la Cisjordanie et Gaza sont occupés par Israël depuis 1967), 370 000 en Israël. Le reste de la population palestinienne a émigré en Irak, en Arabie Saoudite, en Egypte, au Koweït, en Amérique Latine, aux U.S.A., en Allemagne Fédérale.

→ pé de violence à agents et relâché, le lendemain.

Aussitôt, la solidarité s'organise. M. Kasraoui est un ouvrier très apprécié de ses camarades et une pétition bilingue est lancée par le Parti communiste français, recueillant vite 200 signatures. L'avocat désigné d'office se trouve être un responsable national d'Ordre nouveau! aussi les travailleurs en saisissent-ils un autre de l'affaire.

Stupeur le jour du jugement : devant tous les ouvriers présents dans la salle d'audience, le procureur demande une peine pouvant entraîner l'expulsion. M. Kasraoui est en France depuis une trentaine d'années!

Va-t-on voir, maintenant, les travailleurs immigrés jugés pour avoir eu « l'audace » de se faire tabasser par la police? Et les méthodes sud-africaines se généraliser dans ce pays?

une véritable amicale

L'Amicale des locataires de l'îlot Marie Nodier, à Fontenay-aux-Roses a eu, dans une affaire de racisme, une attitude particulièrement positive qui mérite d'être notée et donnée en exemple.

Cette amicale avait un certain nombre de revendications à adresser aux responsables des immeubles, revendications matérielles mais aussi morales. L'une d'entre elles était ainsi rédigée : « En vertu de la loi du 1^{er} juillet 1972 (...) tout propos raciste peut faire l'objet de condamnations allant jusqu'à six mois de prison ou 150 000 F d'amende. Or vous avez été avisés (...) qu'un de vos locataires a fait l'objet de la part d'un des membres de votre personnel d'injures racistes devant témoins. Nous vous demandons à titre de réparation pour ces injures une lettre d'excuse que vous ferez afficher dans chaque panneau prévu à cet effet, faute de quoi, et ce sous huitaine, nous nous verrions dans l'obligation de porter plainte auprès du M.R.A.P. »

Une telle action est particulièrement riche. Elle permet de diffuser les idéaux antiracistes en les intégrant, à juste titre, dans des revendications générales pour que la vie en société dans l'immeuble soit plus agréable, plus humaine. Elle rappelle que les insultes des racistes demandent réparation. Elle montre également que le

M.R.A.P., dont l'action est de mieux en mieux connue et comprise, a pour fonction de défendre les intérêts de la société toute entière, sur le point du racisme. Encore une fois, bravo!

l'outrecuidance de s'appeler Dreyfus



Peut-on s'appeler Dreyfus, en 1976? On peut se poser la question après les nombreuses insultes racistes dont le directeur de l'agence Intérim-Nation a été la victime sous forme de graffiti aussi odieux que répétés. « Intérim-Nation, la juiverie malhonnête », « Dreyfus-Zemmour, sales juifs, même famille de voleurs » et autres ignominies du même métal ont conduit la victime à demander au syndicat, responsable de l'immeuble, de bien vouloir envisager ce qu'il était possible de faire pour que la protection morale des locataires soit effectivement assurée.

Ce dernier a répondu par une lettre ahurissante, dont le caractère scandaleux ne le dispute qu'à l'emphase ridicule du ton : « Quand M. G... vous a concédé un bail, (...) il nous a assuré (...) que les allées et venues n'auraient rien d'interlope (sic). Or, non seulement vous avez des difficultés d'ordre moral ou financier avec eux mais vous avez l'outrecuidance de me proposer de les surveiller! Prenez vos responsabilités : les graffiti sont nombreux et renouvelés. Ils sont personnalisés, présentés comme une vengeance, vous devez pouvoir identifier le ou les signataires. »

« J'estime à ce jour la réparation des dommages à un minimum de

en bref

un arrêté discriminatoire

2 000 frs, au crédit de la copropriété. »

Si l'on comprend bien c'est M. Dreyfus qui a le tort de porter ce nom, ainsi que la « responsabilité » d'être juif! Et par une singulière perversion de la vérité, voilà la victime transformée en coupable, coupable d'avoir l'outrecuidance de s'appeler Dreyfus!

les pantalonnades de M. Arreckx

On croit rêver! M. Arreckx, maire R.I. de la ville de Toulon, où l'on se souvient que des ratonnades sanglantes avaient en leur temps défrayé la chronique, vient de livrer sans fard ses sentiments racistes à un journal suédois :

« Cette immigration, tous ces Arabes, c'est une misère, une plaie ouverte! (...) Le racisme n'a rien à voir avec la politique, on l'a dans les tripes! D'ailleurs, les Arabes sont différents de nous. Ils aiment habiter comme ils habitent. Ils veulent vivre à sept ou huit par chambre. Et ils ont d'autres habitudes. Allez voir Place du Théâtre, une Française ne peut pas s'asseoir deux minutes, sans que trois Arabes arrivent et se mettent à brandir ce qu'ils ont dans le pantalon ».

Ainsi donc, le concours de vulgarité raciste mis à l'honneur durant la campagne électorale américaine aura trouvé un émule sur les rives de la Méditerranée! Et le Dagens Nyheter qui publie ces propos donne la manière « européenne » du racisme imbécile le plus primitif, d'une grossièreté répugnante dont on eût aimé que les effluves nauséabondes ne traversassent pas l'Atlantique.

Mais parti sur sa lancée, le distingué M. Arreckx dévoile plus à fond encore sa « pensée » : « Dans les pays de l'Est, ils n'ont pas de chômage. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas d'immigrés. C'est à ça qu'il faut arriver ici, mais cela prend du temps. »

Et à la question de savoir si le chef de cabinet de M. le Maire était ou non un ancien nazi et un ancien O.A.S., le périodique suédois s'est vu répondre sans ambage : « Nazi? je n'en sais rien. Mais O.A.S. oui, bien sûr. On l'était tous. L'Algérie devrait être française. » Ben voyons!

Une affaire qui remonte loin. Le 19 juillet 1974 le maire de Strasbourg, M. Pfimlin, prenait un arrêté interdisant le colportage et la vente ambulante dans le centre de la ville, arrêté pris sous la pression de certains commerçants dans le seul but d'éliminer les colporteurs d'origine africaine, comme cela a été expressément reconnu par la suite. Un recours était alors immédiatement introduit pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif qui annulait l'arrêté du maire le 11 mai 1976. Mais celui-ci, irrité par le jugement du tribunal récidive par un nouvel arrêté, qui ne fait que reprendre de façon camouflée le précédent.

Nouvelle procédure, devant le Tribunal de police, cette fois : nouvelle annulation du texte illégal. Mais, à la suite d'une intervention de M. Pfimlin, en violation du principe de la séparation des pouvoirs, le Procureur Général faisait appel.

Pendant ce temps, les marchands d'origine africaine sont quasiment interdits de séjour dans la capitale des Droits de l'Homme. Le racisme s'étend, et l'on a pu ainsi entendre un restaurateur de la ville dire : « Puisque M. le Maire chasse les nègres, il n'y a aucune raison que je les accueille dans mon établissement. Quand l'exemple vient de haut... »

De plus, la police a effectivement convenu que l'arrêté était appliqué de façon purement discriminatoire, puisqu'en deux ans, aucun colporteur français (marchands de journaux, vendeurs de cacahuètes, de glaces, etc.) n'avait été appréhendé. Et maintenant, la justice et l'humanité finiront-elles par vaincre?

adhérez au m.r.a.p.

■ « Femmes pour la paix », un mouvement qui refuse la séparation absurde des habitants sur la base de la religion en Irlande. La faveur grandissante de la population de l'Irlande du nord pour cet appel à la réconciliation est un espoir important pour le peuple éprouvé de cette région de l'Europe.

■ Nous avons cité la description raciste de Marseille, faite par Gault et Millau, dans leur périodique. Le procès qui a été immédiatement engagé a déjà dû être deux fois reporté pour non comparution des deux journalistes incriminés. Faudra-t-il les faire répondre de leurs propos racistes entre deux générations?

■ Parmi les quatre étudiants menacés d'expulsion à Reims, l'un n'était pas présent lors des faits qu'on lui reproche, une « occupation » de locaux administratifs. Mais on sait depuis l'affaire de la Maison d'Afrique, à la cité universitaire de Paris, que dans les cas de ce genre, les expulsés sont plus choisis en fonction de leurs opinions que des faits, auxquels d'ailleurs, là comme ici, bien d'autres ont participé, pour pouvoir faire respecter leurs droits les plus évidents.

■ Soixante mille « Canaques » ont voté le 5 octobre pour l'autonomie de la Polynésie française, malgré une campagne acharnée pour que cette solution ne voit pas le jour. La nouvelle majorité de l'Assemblée territoriale demandera que ce nouveau statut voie le jour au plus tôt. Bonne chance au peuple de Polynésie dans cette nouvelle phase de son histoire.

■ Un collectif d'organisations chrétiennes s'est élevé contre l'esprit et la forme d'une exposition organisée sur les DOM-TOM au Palais des congrès, et placée sous le patronage du Président de la République et du Premier Ministre. Ce collectif affirme notamment que ces territoires « sont surtout présentés aux Français par leur faune, leur flore, leur sol... » et que rien ne restitue « les réalités-souvent insupportables que vivent une partie des habitants des TOM-DOM ». Ce que cache l'exotisme!

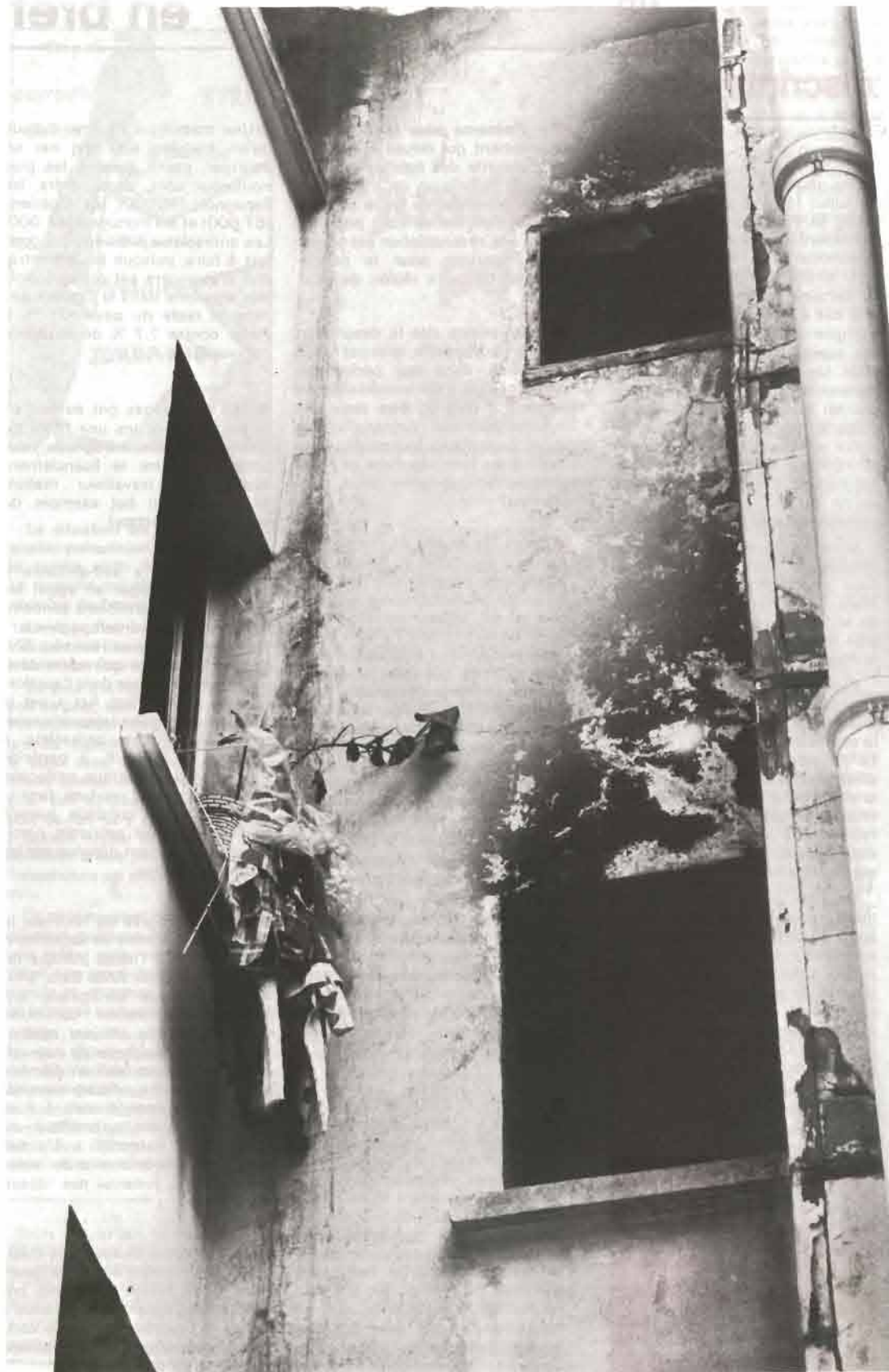
■ Une statistique récente indique qu'un Parisien sur cinq est un étranger; parmi ceux-ci, les plus nombreux sont, dans l'ordre, les Espagnols (69 000), les Algériens (67 000) et les Portugais (44 000). Les antiracistes parisiens ont donc fort à faire, puisque la concentration d'étrangers est presque trois fois plus forte dans la capitale que dans le reste du pays. (20 % à Paris, contre 7,7 % de moyenne nationale).

■ Des débrayages ont eu lieu en fin septembre dans une filiale du groupe Hachette, à Bagneux, pour protester contre le licenciement abusif d'un travailleur malien, M. Traoré. Un bel exemple de solidarité antiraciste!

■ La « justice » sud-africaine a accepté de rejurer en appel les deux patriotes namibiens condamnés à mort au printemps dernier : Aaron Mushimba et Hendrick Shikongo. Nul doute que cette décision sans précédent dans l'application du « Terrorism Act » est le fruit des pressions internationales et de la solidarité antiraciste, à laquelle le M.R.A.P. a participé en lançant une pétition nationale, parue à plusieurs reprises dans la presse. L'action continue, jusqu'à la libération des patriotes namibiens, illégalement détenus par les autorités racistes.

■ Lors du congrès de Nice sur la préhistoire, au mois de septembre, le Dr Philip V. Tobias (Afrique du Sud), et M. Cheik Anta Diop, éminent sociologue sénégalais, ont fait une déclaration commune dans laquelle ils disaient notamment que « l'évidence de nos origines communes (est) un élément de fraternisation, d'élargissement de la conscience morale (...) et donne une base scientifique au concept de fraternité ». Un bel exemple de l'irrationalité du racisme, et de la justesse des idéaux antiracistes.

■ Le 9 octobre dernier, des dizaines de jeunes racistes armés de gourdin et de tuyaux de plomb ont attaqué les passants « non-Blancs » dans un quartier de New-York, faisant plus d'une dizaine de blessés. America the beautiful!



brûlés vifs

Plusieurs dizaines d'immigrés brûlés vifs à Paris depuis le mois de juillet !

Le 29 juillet, incendie d'un hôtel de travailleurs immigrés rue des Petites Ecuries : Cinq morts, quatorze blessés ; Le 1er août, 44 rue Pajol, un hôtel en flamme : un mort.

Le 11 août, 6, rue Rochechouart, dans l'incendie de l'hôtel d'Amérique : 13 morts. 25, rue Tiphaine : 3 personnes brûlées vives et 4 autres blessées.

Le 29 septembre, 26 rue Blondel (nos photos) : deux morts.

Non, il ne s'agit pas d'une chronique sortie du Moyen-Age, mais de l'enchaînement tragique de la misère et de la haine. Le racisme ce sont d'abord *les sentiments racistes* qui créent l'indifférence et permettent à quelques excités de commettre des crimes dont ils sont à peu près sûrs qu'ils resteront impunis. Où en sont les enquêtes pour ceux de ces hôtels où il s'est avéré que l'incendie avait des causes criminelles ?

Mais le racisme, ce sont aussi, ce sont surtout, les discriminations de fait qui vouent à la misère et à l'insécurité des logis de fortune, toute une catégorie de travailleurs : les immigrés.



Après l'incendie, l'entrée de l'hôtel de la rue Blondel.

Reportage Philippe VOGEL

Comment assurer la sécurité d'un foyer où l'entassement est la règle ?

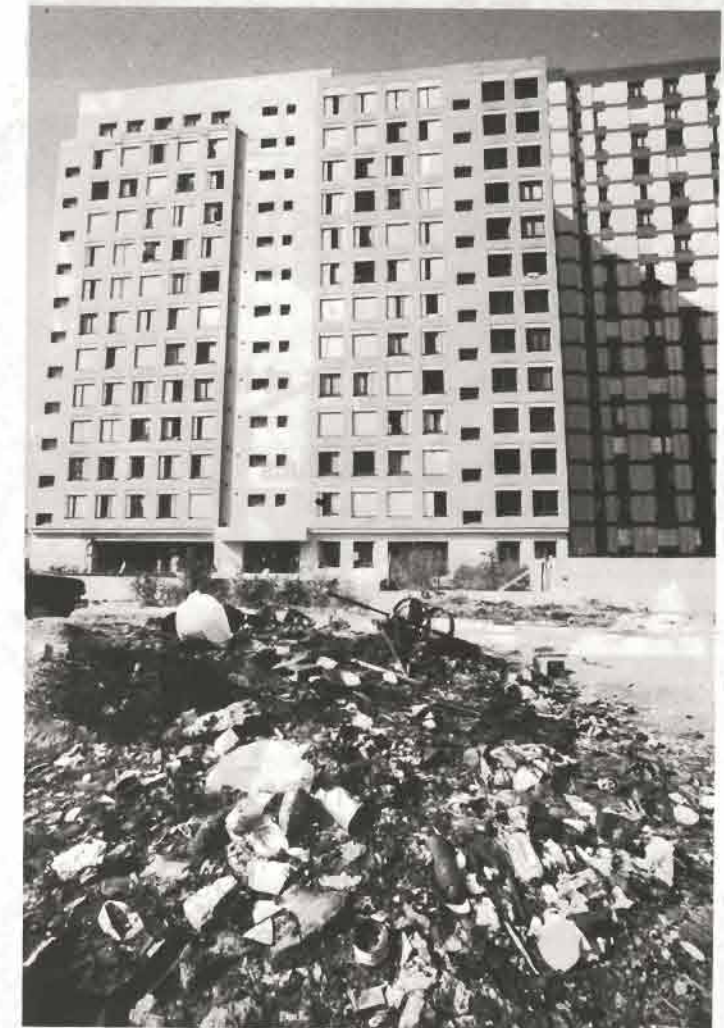


droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976



L'incroyable plafond du 216 bis rue Saint-Denis, un foyer en lutte pour l'amélioration des conditions de logement : tout pour que le feu s'allume !

Un foyer « modèle » ! et l'environnement habituel des pauvres. Même améliorées, les conditions des travailleurs immigrés restent celles de ghettos où l'on fait bon marché des aspirations les plus élémentaires en matière d'esthétique, d'hygiène... et de coûts !





INTERIM-NATION

Denise A. DREYFUS - Directrice

61. boulevard de Picpus. 75012 Paris 344.33.14

63. rue du Montparnasse. 75014 Paris 336.52.65

13. avenue Mac-Mahon. 75017 Paris 755.76.41

Tout le personnel spécialisé et qualifié

Secrétariat

Français - Anglais - Allemand
Comptabilité et gestion

ÉDITIONS DE L'ASTROLABE

Toutes éditions
médicales, scientifiques et techniques

24, RUE DAUBENTON, 75005 PARIS
TÉLÉPHONE 337.83.39 et 337.98.87

chemisiers

pantalons

CREATIONS
MAC GERAL

manufacture 102, rue d'aboukir
de prêt à porter 75002 paris
sportswear tél. : 231 23.36

L'Élegance des Jeunes de la naissance à 16 ans
Filles et Garçons

Récréation

93117 Centre Commercial
de Rosny 2

Niveau haut — Parking P2 Tél. 876-23-53
Boutique n° 241

Spécialiste de Layettes Baptêmes Cérémonies

creations

Brzoza

et fils

hommes dames juniors

PRET A PORTER
CUIR SPORTSWEAR

Tél. : 272.80.57
887.96.44
278.39.17

MAGASIN DE VENTE :
4, RUE SAINTE-ANASTASE
75003 PARIS (ANGLE 69, RUE DE TURENNE)

SIÈGE SOCIAL :
20, RUE DE THORIGNY, 75003 PARIS

PAUL ROTCAGE

création et recherche de matériaux

diffusé par
FRANSA

61 rue de turenne paris 3° - tél 887 26-38. 31 15, 31-16.
société anonyme au capital de 1 000 000 de f
r c seine 56 b 3430
telex 21476 f - câble: "telex 21476 fransa paris"

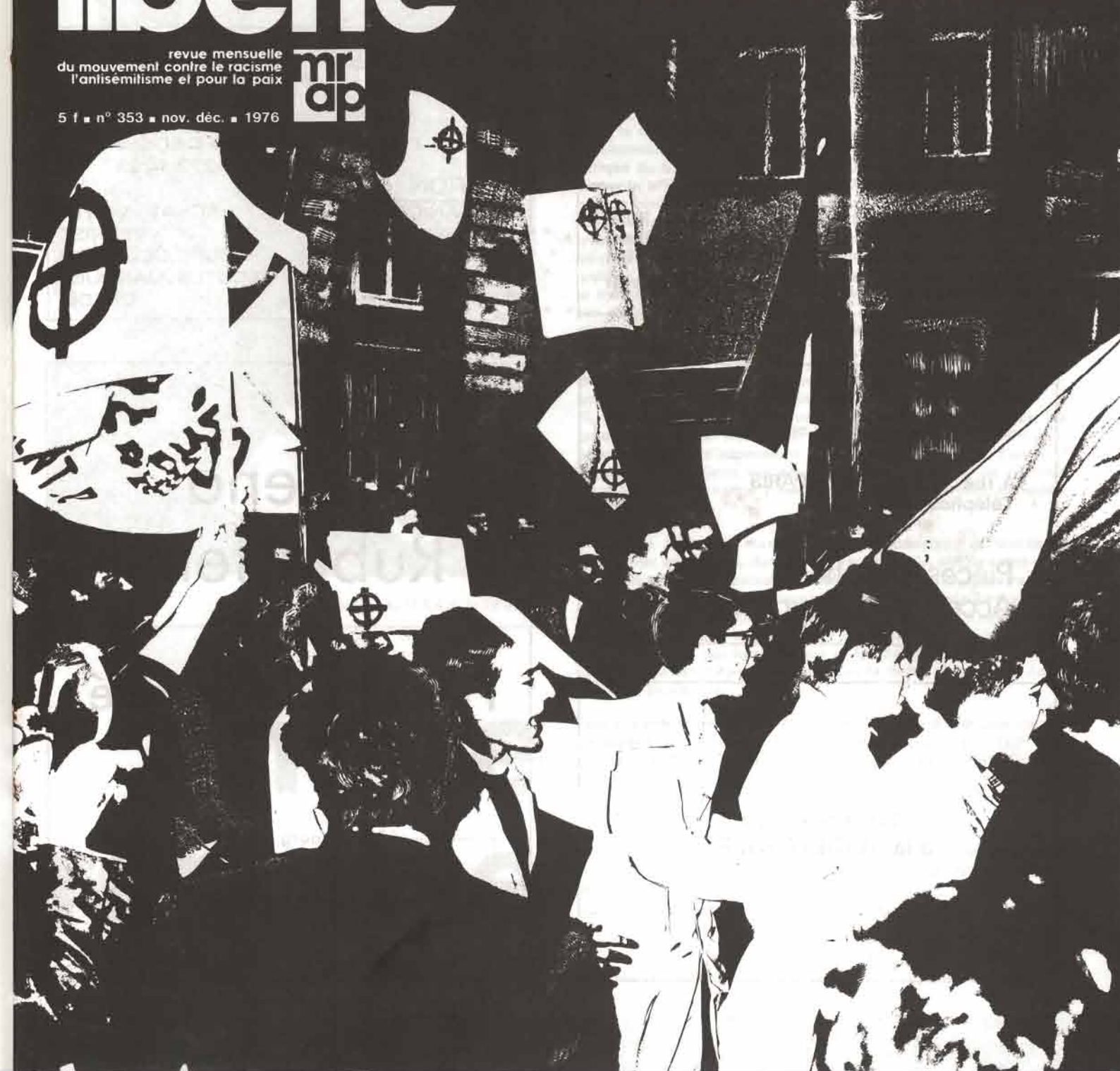
droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'antisémitisme et pour la paix

mr
ap

5 f. n° 353 nov. déc. 1976

spécial néo-nazisme



pieds sensibles

les chausseurs
du confort et de l'élégance

Choix unique en chevreau
en sports
et en bottes

(9^e) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare-Trinité)
(6^e) Rive gauche - 85, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone)
(10^e) Gare de l'Est - 53, bd. de Strasbourg (Métro Château-d'Eau)
Magasins ouverts tous les lundis

CYJOS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 150.000 FRANCS

4, rue Jonquoy, 75014 PARIS
Téléphone 842.44.14

Pièces détachées
Accessoires pour motos

Case réservée
à la SOCIÉTÉ F.A.P.

MANUFACTURE DE BONNETERIE

worland
MARQUE DÉPOSÉE

TÉL. : 206 - 40-76

Garage TURENNE

société anonyme au capital de 156.000 francs

66, rue de turenne, paris-3
tél. 272.34.23

STATION - SERVICE

MÉCANIQUE	ACHAT - VENTE
GÉNÉRALE	REPRISE
CARROSSERIE	NEUF - OCCASION
PEINTURE	TOUTES MARQUES
ELECTRICITÉ	CREDIT

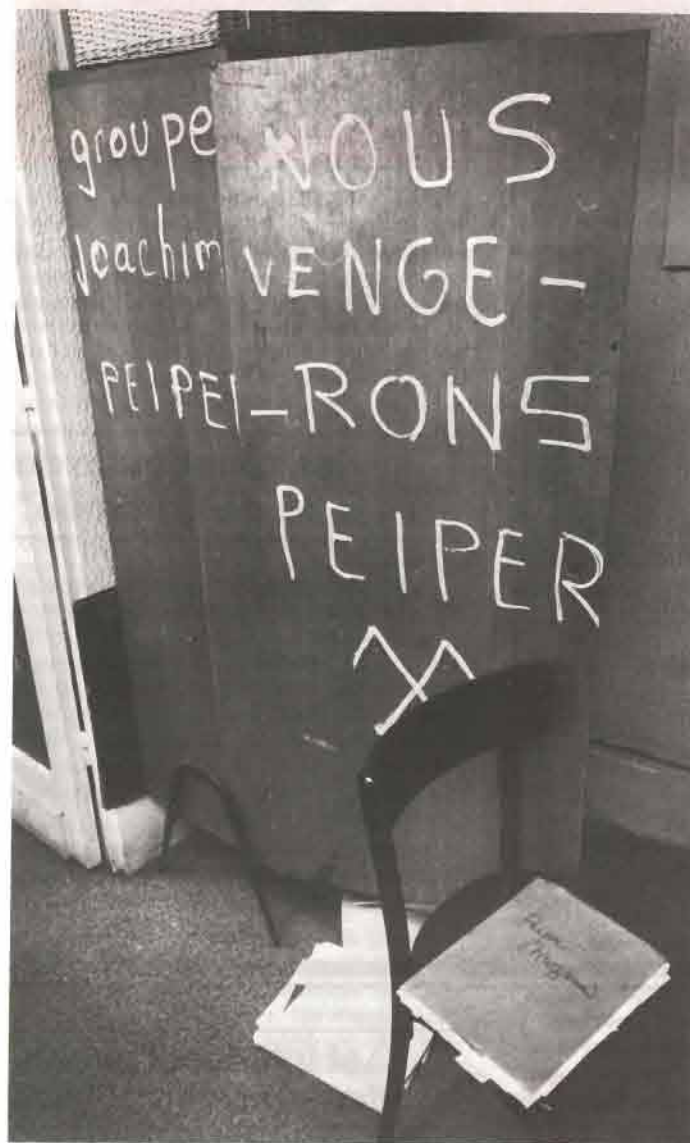
Helena Rubinstein

★
Produits de Beauté

52, Faubourg Saint-Honoré
PARIS - 8^e

Tél. : 265.65.69

■ éditorial ■



L'agression du M.R.A.P. le 22 août

L'écœurante impunité dont jouissent tant de criminels nazis, leurs complices d'hier et les groupes qui s'en réclament aujourd'hui, en France, en R.F.A. ou ailleurs, doit être prise au sérieux. Elle encourage à l'oubli, au mépris et à la négation des valeurs de la Résistance, à la « tolérance » vis-à-vis des idées criminelles de Hitler. Et au renouvellement de ses forfaits. La douleur d'un passé que beaucoup d'entre nous gardent au fond du cœur comme une irréparable blessure porte en elle un avertissement pour l'humanité de demain. « Plus jamais ça ! »... Tel était le serment des rescapés, au lendemain de la Libération, acquise au prix de tant de sang et de larmes.

Il s'agit de savoir - de décider ! - si la France de demain sera un pays qu'on montre du doigt pour les menaces qu'elle pourrait faire peser sur la paix, pour le racisme qu'elle développerait à l'égard des juifs ou des étrangers qui y vivent, pour le climat de peur et de violence qui paralyserait l'exercice de la démocratie, pour les libertés peu à peu rognées.

Mais le conditionnel est-il encore tout à fait nécessaire ? Armes et centrales nucléaires sont livrées à la belliqueuse et raciste Afrique du Sud, dont le « chef » fut un complice notoire d'Hitler ; on invite officiellement les Français à prendre les travailleurs immigrés comme boucs-émissaires face à tous les maux dus à la crise ; la haine antijuive, elle aussi, tend à redevenir l'alibi que l'on jette en pâture à ceux qui s'interrogent sur leur situation de plus en plus inquiétante ; les tentatives se multiplient pour masquer et justifier à la fois l'horreur du fascisme ; il faut bien constater, dans le même temps, que les journaux sont peu à peu monopolisés par des personnages dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas toujours fait montre d'une grande indignation devant les crimes de l'occupant nazi !

Et si, déjà, de résignation en renoncements, d'abandons en approbation implicite, puis active, nous nous trouvons sur la pente ? Si, peu dérangés, et parfois utilisés par les pouvoirs publics, les groupes racistes et néo-nazis, trouvant en France un terrain politique favorable, s'imposaient par l'intimidation et par l'argent ? Impossible ici ? Ceux qui sous-estimaient ce genre de menées dans les années trente n'ont-ils pas été cruellement démentis peu après ?

La longue liste des manifestations de nazisme : publications, congrès ou agressions, dans la dernière période, oblige à dire qu'il ne s'agit pas là de politique-fiction. Que l'on ne s'y trompe pas ! Si les juifs, les travailleurs immigrés, sont les premiers visés, tous les démocrates, tous les citoyens le sont également. Les menaces de mort reçues par les dirigeants du M.R.A.P. pour leur action antiraciste, puis par la gardienne et les habitants de l'immeuble où se trouve son siège, prouvent assez la réalité et la nature de ce résistant processus.

Faut-il, alors, rester passifs ? L'action s'impose. Il faut promouvoir les idéaux profondément humains de l'antiracisme. Il faut bien connaître et dénoncer partout les résurgences des activités nazies, s'opposer aux discriminations raciales, sans choisir entre telle ou telle forme de racisme, parce que les racistes, eux, ne choisissent pas. Il faut exiger, imposer des mesures efficaces pour la protection des honnêtes gens, et la mise hors d'état de nuire des criminels. Plus que jamais, l'action du M.R.A.P. contre le racisme et pour la justice, pour l'amitié entre tous les peuples, doit s'amplifier. C'est cela, notre réponse.

dossier réalisé par Louis MOUSCRON
Patrice CHAIROFF et Théo SAINT-JEAN

notre réponse

au nom de peiper

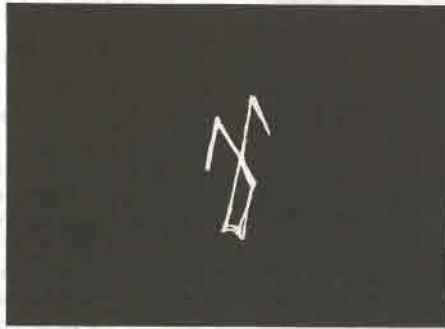
Qui se cache derrière le « groupe Joachim Peiper » ?

En son nom, cinq agressions ont été perpétrées à Paris, cet été, contre des locaux d'organisations (1); c'est de lui que se réclament les auteurs de la mise à sac des bureaux du M.R.A.P. (22 août), des barbouillages de croix gammées sur la porte et dans l'escalier de son siège (22 octobre), de l'incendie criminel (1er novembre) qui aurait pu, faute de secours immédiats, coûter la vie à des habitants de l'immeuble; sa signature figure au bas des lettres ordurières et des menaces de mort adressées aux dirigeants du M.R.A.P. et à la gardienne du 120, rue Saint-Denis.

un assassin modèle

L'ancien officier S.S. Joachim Peiper est devenu la bannière des fidèles de la croix gammée, depuis l'incendie, en juillet, de la villa qu'il occupait à Traves, dans la Haute-Saône. Rien ne prouve que le cadavre calciné, découvert dans les décombres, soit le sien. Bien des faits troublants, au contraire, laissent croire à une mise en scène, bien dans le style des provocations hitlériennes. L'exploitation de cette affaire, en France et en République Fédérale Allemande, montre, en tout cas, que les nazis d'hier et d'aujourd'hui n'hésitent pas, en le présentant comme un martyr, à prendre pour héros et pour modèle un authentique assassin, auteur des atrocités les plus monstrueuses (2).

Que les agresseurs du M.R.A.P. soient effectivement des partisans organisés de Peiper et de son idéologie ou des individus sans attaches directes avec les groupements qui multiplient les manifestations à la gloire de ce criminel, cela, somme toute, importe peu. Ce qui doit retenir l'attention, c'est le contexte dans lequel se déroulent ces agressions : en cette fin de 1976, 31 ans après l'effondrement de leur système, les hitlériens estiment pouvoir à nouveau se proclamer tels; ils poussent plus loin leur insolence et leurs agissements, pour mesurer la résistance qui leur sera opposée. Or, les pouvoirs publics les laissent croître



La rune gammée.

et proliférer; les encouragent même, par une « impuissance » (vraiment étrange) à les mettre hors d'état de nuire, et une conception fort spécieuse de la « liberté » — la violence raciste et le massacre d'innocents étant présentés comme des « opinions » tout à fait respectables; et ces nostalgiques impénitents d'une époque à jamais honnie par les peuples ne peuvent qu'applaudir la suppression

le m.r.a.p. porte plainte

A la suite des agressions qui ont eu lieu contre le siège du M.R.A.P. et des lettres de menaces signées du « groupe Joachim Peiper », une plainte avec constitution de partie civile a été déposée au nom du Mouvement par son président, Pierre Paraf.

Cette plainte vise les crimes suivants: incendie volontaire d'édifice habité (article 434 du Code Pénal), vol qualifié (articles 395 et suivants du Code Pénal), menaces de mort (articles 305 et suivants du Code Pénal), faux en écritures de Banque (articles 150 et suivants du Code Pénal).

officielle de la commémoration du 8 mai 1945, date de leur défaite. Désormais, pensent-ils, la page est tournée, et l'heure de la revanche approche.

les fanatiques de la "rune gammée"

Après les actes odieux et les menaces de ces dernières semaines, on s'étonne que la plupart des journaux se désintéressent de l'enquête, et que les enquêteurs ne donnent aucune information sur leurs recherches. Sans avoir les moyens d'une investigation approfondie, **droit et liberté** est cependant en mesure de souligner quelques données, apparemment non négligeables.

Pourquoi ne pas s'interroger, tout d'abord, à propos de l'emblème peint sur un meuble, dans nos locaux, lors de

...et intervient auprès des pouvoirs publics

Le 5 novembre, une délégation du M.R.A.P., composée de Pierre Paraf, président, l'abbé Jean Pihan, vice-président, et Albert Lévy, secrétaire général, a été reçue, sur sa demande, par le Directeur de Cabinet du Préfet de Police de Paris. Elle était accompagnée du président de l'association des co-propriétaires de l'immeuble où se trouve le siège du M.R.A.P.

La délégation a demandé aux autorités la protection efficace des locaux et du personnel du M.R.A.P., ainsi que des habitants de l'immeuble. Affirmant sa réprobation de toute violence, quels qu'en soient les auteurs, elle a, d'autre part, souligné la nécessité d'activer la recherche des coupables, afin qu'ils soient rapidement mis hors d'état de nuire.

l'agression du 22 août, évoquant à la fois la croix gammée et le « gamma » de la Milice ? Il s'agit, en fait, de la « rune d'Odal gammée », ou « rune gammée », symbole, durant la guerre, de la 7^e Division de Chasseurs de Montagne S.S. « Prinz Eugen ». Aujourd'hui, en France, c'est l'insigne d'un groupe néo-nazi intitulé « National-Socialisme-International », dont on peut supposer qu'il n'est pas inconnu des services de police.

Son « chef » est un certain Jean-Claude Monet, qui fonda naguère un autre groupe, le « Parti Proletarien National-Socialiste », avec les mêmes références hitlériennes; il collabore étroitement avec Hermann Mollat, un ancien Waffen S.S. de la Division « Charlemagne », constituée en France sous l'occupation pour se joindre aux forces combattantes allemandes.

Or, rappelons-le, les anciens de la Division « Charlemagne » étaient représentés, les 19 et 20 septembre, à la rencontre de Würzburg, en R.F.A., où ils ont retrouvé leurs semblables de différents pays. Est-il impossible de savoir qui étaient ces « délégués », français ? A Würzburg, il a beaucoup été parlé de Peiper. Il en aurait été sans doute de même au rassemblement de Lupé, dans la Loire, prévu le 26 octobre, pour célébrer la mémoire de Mgr Mayol de Lupé, qui fut l'aumônier de la Division « Charlemagne »; mais cette manifestation indécente, que le M.R.A.P. a dénoncée dès qu'il en eut connaissance, souleva de vives protestations, et le préfet fut amené à l'interdire.

Cependant, une telle mesure peut-elle suffire, si l'on ne prend pas en considération l'ensemble des activités des ces « nationaux-socialistes » fanatiques, ces anciens et nouveaux admirateurs d'Hitler ? Ne seraient-ils que quelques dizaines qu'ils constitueraient un grave danger pour la sécurité publique, dans la mesure où ils se constituent en « sections d'assaut », subissent un entraînement physique poussé, s'exercent au maniement des armes... Le « groupe Joachim Peiper » n'en est-il pas l'émanation ? Ne peut-on pas, en tout état de cause, mettre fin à des menées aussi scandaleuses dans notre pays ? Avant qu'il ne soit trop tard.

les tentations de la violence

D'autres groupes s'agitent actuellement, qui méritent aussi une attention particulière, même s'ils se donnent une façade légale et prétendent parfois se cantonner au combat des idées. Considérons que les méthodes brutales, les posi-

droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976

un crime oublié

borgo san dalmazzo

A la lecture de la presse allemande d'extrême-droite, on se demande si le SS-Standardführer Joachim Peiper ne va pas être canonisé... Les numéros d'août et de septembre de Der Freiwille, revue éditée par la H.I.A.G. (Association des anciens Waffen-SS), sont particulièrement édifiants, et on y trouve le portrait d'un être bon, doux, et profondément sensible qui, de toute évidence, aurait sans doute été plus à l'aise avec, autour du cou, le ruban bleu ciel des Enfants de Marie que sous la casquette à tête de mort... Et pourtant... Et pourtant, Joachim Peiper (Jochen, pour ses amis) était loin d'être un « soldat comme les autres » pour reprendre l'expression de la H.I.A.G. Il existe dans les archives de Borgo San Dalmazzo, petit village italien du Piémont, proche de Cuneo, une vieille affiche, jaunie, mais toujours lisible. Cette affiche est datée du 16 septembre 1943 et elle est signée Joachim Peiper. Son texte ? Le voici :

« A partir de 18 heures aujourd'hui, tous les juifs se trouvant sur le territoire de la commune de Borgo San Dalmazzo ou des communes avoisinantes devront se présenter à la Kommandantur de Borgo San Dalmazzo, sise caserne des Alpini. Passé ce délai, les juifs qui ne se seront pas présentés seront immédiatement fusillés. La même peine frappera tous les habitants des maisons dans lesquelles auront été retrouvés des juifs fugitifs. »

D'où provenaient ces malheureux que Joachim Peiper traquait impitoyablement ? Dans l'après-midi du 9 septembre 1943, lorsque les restes de la IV^e Armée italienne, qui occupait la Côte d'Azur, se replièrent de l'autre côté des Alpes, une longue colonne composée d'environ 2500 juifs polonais, hollandais, belges et français suivirent les troupes italiennes dans l'espoir d'échapper aux bourreaux nazis. Hélas ! ces derniers les attendaient. Le 15^e bataillon de la division blindée « Leibstandarte SS Adolf Hitler », commandé par Joachim Peiper, avait été envoyé pour bloquer les cols alpins et gagnait son objectif à travers le Piémont, incendiant au passage le village de Boves. A Borgo San Dalmazzo, Peiper et ses hommes entassèrent 350 juifs dans la caserne des Alpini, dans d'épouvantables conditions d'hygiène, et les obligèrent à effectuer sous la schlague d'épuisants travaux.

Lisons un extrait du journal tenu par une israélite de Cuneo, elle-même détenue, Rosetta Scotti Douglas :

« Le soir, tout a recommencé et nous avons passé plusieurs heures à essayer de soigner les blessés... Nous sommes tous épuisés car nous avons passé les derniers quarante-huit heures à charger sur les wagons et les camions le butin pillé à Cuneo par les SS; mais ce qui est le plus terrible ce sont les coups le soir, tous les soirs, toutes les nuits, pour rien, pour le plaisir... »

A la mi-novembre, l'ordre de déportation arrive de Paris : « Les juifs pourront emporter avec eux le minimum indispensable de vêtements et les objets d'utilisation quotidienne... Après un examen précis de leur nationalité, ils seront immédiatement déportés à l'Est. »

Le 20 novembre, les SS ordonnent au chef de gare, Enrico Boeris (le témoin est toujours vivant) de préparer pour le lendemain 10 ou 12 wagons frigorifiques. Au matin du 21 novembre, vers les onze heures, les juifs furent conduits à pied à la gare, y compris une vingtaine d'entre eux qui se trouvaient à l'infirmerie, suivant un scénario qui, hélas ! est bien connu. A coups de crosses et de cravaches, plus de 350 juifs furent entassés à cinquante par wagon et les lourdes portes furent refermées sur eux, puis les vantaux scellés à la pince à plombs. A 14 heures le train partit pour la France et, par Mondovì, Savona, Vintimille, Nice gagna Drancy, puis la Pologne...

Le 11 juin 1945, une jeune fille de vingt-cinq ans se présentait à l'Hôtel de Ville de Borgo San Dalmazzo. C'était une Française, Elena Rudnitsky, née à Varsovie et résidant à Metz. Elle avait fait partie du convoi et figurait parmi les rarissimes rescapés. Elle laissa un billet avec ces deux phrases en mauvais italien : « Quatre cents personnes parties de Borgo. Une femme vivante et quelques hommes... »

Voilà le véritable visage du SS Standardführer Joachim Peiper ! Nous sommes loin, fort loin des couronnes tressées par quelques irresponsables, qui ont annoncé à plusieurs reprises leur intention d'élever une statue à ce criminel de guerre, ce que les protestations de l'opinion publique, en Allemagne fédérale même, ont jusqu'à présent empêché.

au nom
de peiper



Le siège du M.R.A.P. après l'incendie criminel du 1^{er} novembre

→ tions ouvertement fascistes ne peuvent lui permettre d'étendre son emprise sur l'opinion, l'extrême-droite voudrait, depuis plusieurs années déjà constituer des partis (ou, de préférence, un parti) comparables aux autres, jouant le jeu politique normal, notamment par la participation aux élections. Leur modèle est le M.S.I. (Mouvement Social Italien) qui est parvenu à une implantation relativement importante, et qui a des élus au Parlement. Cependant, le M.S.I. conserve un double visage; certains de ses responsables ont dû fuir l'Italie pour échapper à la prison, à la suite d'actes de banditisme politique. De même, l'extrême-droite française reste tiraillée entre ses efforts pour éviter d'effrayer l'électorat, et les tentations, toujours très vives, de la violence.

Les dirigeants d'« *Ordre Nouveau* », organisation dissoute en 1973, après avoir animé le service d'ordre de M. Giscard d'Estaing pendant la campagne présidentielle de 1974, ont fondé le « *Parti des Forces Nouvelles* » (P.F.N.). Ils ont pris quelques initiatives de type « *culturel* », telles que débats, spectacles, journées cinématographiques, publications théoriques, et éditent un mensuel, « *Initiative Nationale* », disposant d'importants moyens, avec l'objectif de gagner plus largement dans certains secteurs de la Droite. Ils ont, par exemple, obtenu le concours moral d'un Gérard de Villiers, le très raciste auteur de S.A.S., et celui, financier, d'un député de la Majorité, qui leur offre, dit-on, ses propriétés pour créer des camps d'entraînement.

Mais, dans le même temps, des membres du P.F.N. sont impliqués dans plusieurs de ces affaires de droit commun (3) où truands et fascistes sont inextricablement mêlés. Et surtout, la plupart des « *millitants* », plus aptes à manier le gourdin que les idées, n'apprécient guère

question écrite

Evoquant l'agression perpétrée contre le M.R.A.P. par le « *groupe Joachim Peiper* » en août dernier, M. Lucien Villa, député communiste de Paris, demande dans une question écrite au ministre de l'Intérieur « *quelles mesures il compte prendre pour mettre hors d'état de nuire les groupes antisémites, racistes, néo-nazis (qui peuvent agir impunément sur le territoire de notre pays)* ».

Photo Philippe VOGEL

l'apaisement, même tactique : il leur faut de « *l'action* » — au sens physique du terme. Aussi, beaucoup sont-ils attirés, en ce moment, par les « *Cercles Nationaux-Révolutionnaires de Base* », qui puisent également des recrues au sein du « *Front National* ».

paris cologne mannheim

Plus ancien, le « *Front National* » est dirigé par Jean-Marie Le Pen, qui fut, en 1956, député poujadiste, avant de s'illustrer dans les batailles en tous genres de « *l'Algérie française* ». Le Pen, dont on a beaucoup parlé récemment, à propos de l'énorme héritage des entreprises Lambert, possède une maison de disques, la S.E.R.P., qui, sous couvert de documentation historique, édite des chants et marches nazis, les discours d'Hitler et de Pétain, etc...; il diffuse aussi une série de 23 posters, parmi lesquels : 2 affiches allemandes de la 1^{re} Guerre mondiale, un portrait de Mussolini, 2 affiches nazies, 1 affiche de la L.V.F. (Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme, créée sous l'occupation), 2 posters de la S.S., 2 portraits d'Hitler, 2 affiches de l'O.A.S. : de quoi remplir d'aise les vieux kollabos et intoxiquer de jeunes excités (4).

Au récent congrès du « *Front National* », l'un des principaux orateurs fut François Duprat. Ancien dirigeant de « *Jeune Nation* » et d'« *Ordre Nouveau* », rédacteur en chef des « *Cahiers Européens* », collaborateur de « *Rivarol* » et de diverses autres publications d'extrême-droite, il est à l'origine de la création de ces « *Groupes Nationaux-Révolutionnaires de Base* », cités plus haut, qui réunissent les éléments les plus « *actifs* » tant du P.F.N. que du « *Front National* ». Ce même François Duprat, précisons-le, avait envoyé un long message à la réunion tenue en R.F.A., à Cologne, le 11 septembre pour exalter la personnalité de Joachim Peiper — « *ce soldat irréprochable, ce combattant courageux* », écrivait-il.

Le 7 novembre, il récidivait à Mannheim, avec l'ex-colonel Argoud (de l'O.A.S.), au rassemblement de l'« *Union du Peuple Allemand* », où un millier de nazis, certains en chemises brunes, acclamèrent à nouveau le nom de Peiper.

D'autres groupes fascistes, plus ou moins importants, plus ou moins étroitement reliés entre eux, opèrent en France.

droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976

agression dans un lycée

Le 13 novembre, au lycée de Sartrouville, un groupe de fascistes a agressé la classe où Claude Richard, membre du Bureau national du M.R.A.P., faisait un cours. Elèves et enseignants ont aussitôt suspendu leur travail et un rassemblement a eu lieu à l'appel du S.N.E.S., du S.G.E.N. et du Comité de lutte unitaire des élèves. Une motion a été adoptée, demandant au ministre de l'Intérieur la dissolution des groupes fascistes. La Fédération des Parents d'Elèves Cornec s'est associée à cette protestation. Des plaintes ont été déposées par Claude Richard et le M.R.A.P., ainsi que par la Directrice du lycée.



Les activistes et les activités du M.S.I. en Italie... mêmes méthodes.

Nous avons évoqué ici ceux qui, au cours de la dernière période, ont cru trouver dans l'affaire Peiper un thème susceptible de mobiliser et de galvaniser leurs troupes, en France comme en R.F.A. Peiper, symbole de leur *credo* et de leurs espoirs, inspire aussi, autant qu'on puisse en juger par leurs lettres et leurs inscriptions, les agresseurs du M.R.A.P. N'y a-t-il pas là, matière à réflexion ?

(1) Ligue des Droits de l'Homme, M.R.A.P., Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, L.I.C.A., Association des Combattants Volontaires de la Résistance.

(2) Alors que ce sinistre personnage, condamné à mort par contumace, était recherché par la Justice italienne, on peut se demander pourquoi et comment les autorités françaises ont pu, ainsi, lui accorder asile. Notre ministre de l'Intérieur, si compréhensif à l'égard d'un complotier lié à l'Internationale nazie, traite de toute autre façon les étrangers travaillant en France, expulsés séance tenante pour la moindre irrégularité de leurs papiers.

(3) Notamment l'enlèvement du producteur de disques Robert Hazan.

(4) Le M.R.A.P. réprouve la violence politique dans tous les cas, et pas seulement quand il en est lui-même victime. Il l'a rappelé après l'incendie de la maison de Peiper; il le répète après l'attentat d'un prétendu « *comité antifasciste* » qui vient de détruire l'immeuble où habitait J.-M. Le Pen. C'est par la loi et par l'affirmation de la volonté populaire que le fascisme doit être maîtrisé. La multiplication des actions violentes ne peut que créer un climat néfaste à la démocratie, et l'on peut se demander, même si leurs objectifs paraissent divers, voire opposés, dans quelle mesure elles ne relèvent pas toutes d'une inspiration identique.



RAYMONDE

51, BD DE STRASBOURG
75010 PARIS
☎ 770.96.74
BOUTIQUE
PRÊT A PORTER
ROBES DE MARIÉES



CHARLES KARNIER
PRÊT A CHAUSSER

27, RUE MESLAY 75003 PARIS

272.18.83

Esuë*

FABRIQUE DE PETITE MAROQUINERIE
DE LUXE

88, RUE DES ARCHIVES, 75003 PARIS
TEL. 272 64-67



electre

131-133, RUE DE TURENNE, 75003 PARIS

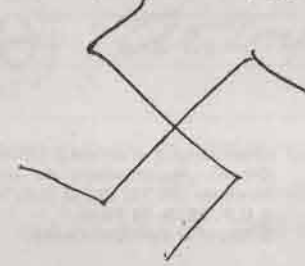
☎ 272 91-72 - 887 40-60

ils écrivent

Nous reproduisons ici quelques extraits des lettres reçues par le M.R.A.P. et par la gardienne de l'immeuble où se trouve son siège, à la suite des agressions revendiquées par le « groupe Joachim Peiper ».

BANDE DE SALOPARDS. LA MISE A SAC DE L'AUTRE JOUR NE VOUS A PAS SERVI DE LEÇON - VOUS PERSISTEZ A FAIRE ^{DES} MANIFS ANTI ALLEMANDES. Y'EN A MARRE NOUS AVONS DECIDE DE MENER CONTRE VOUS UN COMBAT SANS MERCI. VOTRE LOCAL EST SOUS LA SURVEILLANCE CONSTANTE DE NOS MILITANTS NOUS AVONS L'ADRESSE DE TOUS VOS RE SPONSABLES [DOCUMENTS VOLES CET ETE] NOUS EMPLOIERONS TOUS LES MOYENS POSSIBLES IL Y AURA DES MORTS VOS AMIS LISCHKA ET CIE ONT LE DROIT DE VIVRE EN PAIX - PEIPER C'EST LA GOUTTE QUI A FAIT DEBORDER LE VERRE
GROUPE JOACHIM PEIPER

MONSIEUR LE
CONCIERGE VOUS
GARDEZ LE MRAP
ORGANISATION
PARTISANNE, JUIVE
ANTI ALLEMANDE ET
BOLCHEVIQUE. VOUS
ETES DONC OBJECTIVEMENT
COMPLICE SI VOUS NE
VOULEZ PAS COURIR LES
MEMES DANGERS QUE
LES MILITANTS DU MRAP
DEMANDEZ OU FAITES
CIRCULER UNE PETITION
POUR CHASSER LE
MRAP DE LA RUE ST DENIS
SI VOUS RESTEZ SANS
RIEN FAIRE VOUS
COURREZ DE GRANDS
DANGERS - NOUS
SOMMES CAPABLES
DE TOUT.
GROUPE JOACHIM
PEIPER
(CONTRE LA HAINE ANTI
ALLEMANDE)



IMMER NOCH TREU ☸

PARIS LE 2 NOV-76
1ER NOVEMBRE - 8400
NOUS METTONS LE FEU AU MRAP
CALCINEE ! NOUS AVONS DONC RATE
NOTRE COUP ! NOUS
RECOMMANCERONS !
GROUPE JOACHIM PEIPER
☸ HONNEUR - FIDELITE ☸

PARIS 2/11-76
VOUS N'AVEZ RIEN FAIT
POUR DELOGER LE MRAP
ALORS PARTEZ ! IL Y
AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !
AURA BIEN TOT DU
GRABUGE
DERNIER AVERTISSEMENT
GROUPE JOACHIM
PEIPER
☸ HONNEUR - FIDELITE ☸



**Kauf nicht
bei den
Juden!**

indignation et solidarité



Photo Philippe VOGEL

Nombreux étaient, le lundi 8 novembre, les amis du M.R.A.P., les délégués d'organisations, venus devant le siège du Mouvement, pour demander des mesures de protection et la mise hors d'état de nuire des groupes nazis. Autour de Pierre Paraf, président du M.R.A.P., et de Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme, étaient notamment présents : MM. Lucien Villa, député et Aimé Delarue, conseiller de Paris, représentants du Parti communiste Français, des représentants du Parti Socialiste, de la C.G.T., de la C.F.D.T., des Amicales des anciens déportés de Mauthausen et de Neuengamme, des anciens détenus d'Eyses, de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, de l'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants juifs, de l'Union Générale des Etudiants et Stagiaires Sénégalais, de l'Amicale des Anciens Déportés Juifs, du Mouvement International des Juristes Catholiques. Des messages de sympathie avaient été envoyés par le Consistoire central Israélite, la Société Religieuse des Amis (Quakers), la F.N.D.I.R.P., la Fédération Autonome des Syndicats de Police, la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix.

La résolution adoptée pour clore ce rassemblement a été portée à la connaissance du ministre de l'Intérieur.

PRESIDENT : Pierre PARAF;
VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M^e George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY;
SECRETARE GENERAL : Albert LEVY;
COMITE D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNAUX, Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Etienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Emile POLLAK, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Monseigneur Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.

Bâtonnier Paul ARRIGHI, Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Docteur Jean DALSAGE, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Francisque GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Henri LAUGIER, Jean LURCAT, René MAHEU, André MAUROIS, Darius MILHAUD, Françoise ROSAY, Marc SANGNIER, André SPIRE, Chanoine Jean VIOLLET.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

J'adhère au m.r.a.p. ■
Je m'abonne à droit et liberté ■



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

Abonnement d'un an à DROIT et LIBERTE (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Etranger (75 F). C.C.P. 9239-81 Paris ■ Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (m.r.a.p.)
 120, rue saint-denis - paris (2^e) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

MODE TERRIBLE
 POUR ENFANTS SAGES

**LA PETITE
 GAMINERIE**

22-28-32, rue du Four, 75006 PARIS
 Téléphone 222.05.58 et 548.39.31

Création
ARCELMAN

Vêtements cuirs
 et peaux lainées

FABRICANT
 Gros, 1/2 Gros

23, Bd. du Temple, 75003 Paris
 Tél. : 887-25-65 278-67-20

CHASSEUR

MARALEX

1, RUE DE LA POMPE, 75016 PARIS ☎ 288.92.90

ann carol

PRET A PORTER

FEMININ

117 RUE D'ABOUKIR

PARIS 75002

TEL 236 19 52

STAFF 3

3, rue des Filles du Calvaire
 75003 PARIS Tél. 887.45.84

**LE GADGET
 du MARAIS**

40, rue du Caire
 75002 PARIS Tél. 236.45.11



MOBILIER INTERNATIONAL

meubles - sièges

appartements - bureaux -

collectivités

Paris 11^e - 162 bd Voltaire
 355.87.11

Paris 8^e - 166 rue du fbg St Honoré
 359.08.40

Paris 7^e - 8 rue des St Pères
 260.34.18



Artimport S.A.

IMPORT DISTRIBUTION
 Maroquinerie - Papeterie
 Ménage - Cadeaux

7, RUE PORTEFOIN, 75003 PARIS

TÉLEX 21039 ARTIM
 ☎ 272.35-19

trois lettres

En septembre, le M.R.A.P. est intervenu auprès de l'ambassadeur à Paris de la République Fédérale Allemande et auprès du ministre français des Affaires étrangères, M. de Guiringaud, pour exprimer son émotion devant la multiplication des manifestations nazies en R.F.A. Il a d'autre part écrit à l'ambassadeur des Etats-Unis en France pour protester contre la tenue aux U.S.A. d'un congrès international nazi, auquel étaient représentés les délégués de 42 organisations.

Dans la réponse de l'ambassade de R.F.A., signée de M. Haas, Ministre-Conseiller, on peut lire :

« Je n'ai pas besoin de vous dire que je réprovoque la déplorable et malheureuse initiative de la Deutsche Volksunion (« L'Union du Peuple Allemand »). Mais je voudrais vous affirmer que de telles initiatives ne trouvent ni appui ni écho dans l'opinion publique de mon pays. Même la famille de M. Peiper s'est clairement prononcée contre la manifestation de la Deutsche Volksunion. En plus, il est évidemment exclu que l'Union érige quoi que ce soit à l'intérieur de l'ancien camp de concentration de Dachau.

Compte tenu de ces faits, la déclaration officielle suivante a été communiquée à la presse le 13 septembre à Bonn :

« Les milieux gouvernementaux regrettent les agissements de la Deutsche Volksunion qui n'ont pu être empêchés bien que toutes les possibilités juridiques aient été épuisées.

« Cependant, les milieux gouvernementaux sont convaincus que les actions de quelques éléments irresponsables ne sauraient d'aucune façon porter préjudice aux relations étroites entre la France et la République Fédérale d'Allemagne. Quant à la Deutsche Volksunion, il s'agit d'une association d'extrême droite absolument insignifiante. »

M. de Guiringaud a répondu en ces termes :

« L'annonce de ces manifestations n'avait pas échappé à l'attention de notre Ambassadeur à Bonn, qui avait saisi, dès le 8 septembre, la première occasion pour attirer l'attention des autorités fédérales à un niveau élevé sur l'effet fâcheux pro-

duit en France par l'annonce de ces projets des anciens nazis. Cette démarche de M. Wormser a été rendue publique le 15 septembre par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères de la R.F.A. Dans un communiqué publié le 13 septembre les milieux gouvernementaux se sont désolidarisés des actions de ce genre, « entreprise par quelques éléments irresponsables ».

« Eclipsée par une réunion électorale qui se tenait le même jour en présence de M. Brandt, la réunion de Wurzburg n'a eu aucun caractère spectaculaire et s'est déroulée dans un local privé. Dans la salle de gymnastique où étaient rassemblées deux cent cinquante personnes environ, il n'y avait aucun emblème nazi. La presse locale n'avait annoncé que succinctement la manifestation. Seuls deux des grands journaux allemands lui ont consacré quelques lignes, reprenant d'ailleurs une dépêche d'agence.

« Malgré la faible audience de ces manifestations, nous ne manquerons pas d'intervenir à nouveau en pareil cas auprès des autorités allemandes qui marquent la plus grande compréhension pour nos préoccupations et s'efforcent d'en tenir compte dans toute la mesure des moyens légaux dont elles disposent. »

Quant à M. Kenneth Rush, ambassadeur des Etats-Unis, il écrit :

« En ce qui concerne votre référence aux « activités nazies » aux Etats-Unis, je désire vous assurer qu'aussi bien moi-même que le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter en France déplorons profondément et condamnons le racisme sous quelque forme qu'il puisse s'affirmer et se révéler.

« D'un autre côté, les Etats-Unis d'Amérique, comme toutes les républiques occidentales, ont une tradition plusieurs fois centenaire de liberté et de tolérance. Bien que, dans quelques cas, cette tradition puisse donner libre cours à des organisations ne méritant que notre dédain, néanmoins, la liberté d'expression demeure l'un des remparts de la démocratie moderne. Les organisations préconisant le parti-pris religieux, les préjugés sociaux et l'intolérance politique peuvent essayer d'utiliser la démo-

cratie des Etats-Unis dans leurs tentatives de trouver des oreilles sympathisantes, mais, à longue échéance, elles sont vouées à l'échec. Les forces mêmes de la liberté dont elles profitent pour embrasser leurs théories vont causer, en fin de compte, leur propre destruction.

« Il n'existe pas de clause dans la législation des Etats-Unis prohibant une réunion telle que celle organisée par la National Christian Crusade et ses directeurs. Toutefois, comme suite à votre demande, je transmets votre lettre au Département d'Etat à l'attention des autorités compétentes. Je vous remercie sincèrement de votre message exprimant votre préoccupation ».

Les positions ainsi définies nous semblent appeler trois observations principales :

1. Les lettres de l'ambassadeur de R.F.A. et du ministre français des Affaires étrangères évoquent une seule des manifestations d'anciens S.S. qui ont eu lieu outre-Rhin en septembre et octobre, alors qu'il s'en est tenu une vingtaine. D'autres manifestations nazies, notamment dans les casernes ont, depuis, montré la profondeur du mal et suscité, il est vrai, des sanctions contre deux officiers supérieurs. Mais cela n'a pas empêché un nouveau rassemblement de « chemises brunes » à Mannheim, le dimanche 7 novembre.

2. Il est pour le moins surprenant que, dans le pays où le nazisme est né, et qui s'est engagé, après la guerre, à prendre une voie démocratique, le recours à « toutes les possibilités juridiques » ne permette pas d'empêcher les menées de plus en plus insolentes des nostalgiques d'Hitler. En sens inverse, pourtant, la loi sur les « interdits professionnels » permet d'écarter des fonctions publiques, dans un véritable climat de « chasse aux sorcières », des Allemands qui ont souffert du nazisme ou l'ont combattu, et d'une façon plus générale, quiconque exprime des opinions progressistes.

3. Il est assez paradoxal de lire, dans la lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis que « la liberté d'expression » accordée aux nazis « demeure l'un des remparts de la démocratie moderne ». On voudrait espérer que le porte-parole de minorités noire, chicano, porto-ricaine et indienne disposent d'autant de moyens de s'exprimer que les porte-parole des racistes. D'autre part, on sait que toute personne se rendant aux Etats-Unis doit remplir un questionnaire détaillé, qui lui demande notamment ses opinions politiques et si elle a jamais eu des relations avec des « organisations communistes » ; ce questionnaire, par contre, n'a pas constitué, il faut croire, un obstacle aux nazis de 42 organisations étrangères, pour assister au congrès international de la Nouvelle-Orléans.

trente ans après nuremberg

Hambourg, un matin de novembre : des centaines d'affiches à la croix gammée souillent les murs. On y lit : « Nous revoilà, Mort au front rouge. N'achetez pas aux juifs. » Le drapeau à croix gammée « orne » la grande cheminée d'une usine, tandis que des tracts célèbrent un autre « 9 novembre », la sinistre « nuit de cristal » qui devait inaugurer « en grand » deux décennies du racisme le plus barbare que la terre ait connu.

Mais il ne s'agit pas d'une époque lointaine, et l'on frémit de voir l'inaction, la complaisance ou même la complicité des autorités ouest-allemandes devant l'ampleur des tentatives de réhabilitation du nazisme. C'est bien en effet de l'Allemagne Fédérale, en 1976, dont il s'agit, et ce n'est pas là un fait isolé. Un millier de personnes ont cru devoir défilé, le 7 novembre, à Mannheim, en l'honneur du criminel Peiper, qui a disparu l'été dernier, dans les conditions mystérieuses de l'incendie de sa villa, à Traves, dans l'Est de la France. Toute la vigilance des autorités s'est bornée à interdire que lui soit érigée une stèle !...

C'est que les complicités viennent de haut ; le gouvernement fédéral a dû mettre à la retraite d'office deux généraux de la Bundeswehr, Walter Krupinski et Karl-Heinz Franke, parce qu'ils avaient bruyamment manifesté leur approbation à une manifestation qui s'était tenue en l'honneur du nazi Rudel, venu célébrer dans une caserne allemande, le 23 octobre dernier, les « traditions » de l'armée germanique.

Plus inquiétant encore, l'état d'esprit que la C.S.U. de M. Strauss tente de mettre dans les esprits et que révèle un sondage sur la mise à la retraite des deux généraux pro-nazis : 46 % des Allemands de l'Ouest trouveraient la mesure injustifiée et trop sévère ! Ce à quoi on arrive, à vouloir falsifier l'histoire, et à la laisser défigurer, d'abandons en abandons. La décision présidentielle concernant le 8 mai, prend, dans ces conditions, un poids particulier. →

droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976



D.R. Au congrès du parti néo-nazi allemand N-P-D, en août dernier, Alain Robert, du Parti des Forces Nouvelles (marqué d'une croix).

les apôtres de la haine

« Immigration... danger ! »
« France = Casbah »

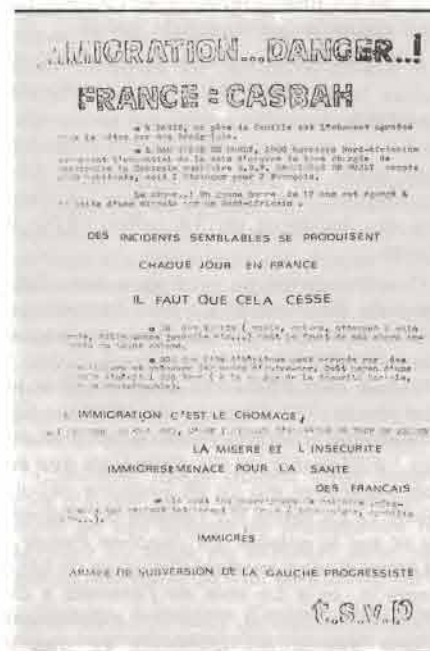
Tel est le titre du tract raciste et haineux, distribué un peu partout en France, se réclamant du Front National.

Rarement, on avait osé aller aussi loin dans l'incitation à la haine raciale, depuis le vote de la loi de 1972, « l'immigration c'est le chômage, la misère, l'insécurité » « immigrés = menace pour la santé des Français » « immigrés armée de subversion de la gauche progressiste ».

Voilà les têtes de chapitres significatives de ce torchon, où le M.R.A.P. est nommé cité - hommage du vice à la vertu ! - comme une organisation de « colonisateurs apatrides » !

Pour qui ne craint pas de fouiller parmi les décombres malodorants du racisme le plus odieux et viscéral, le « Front national » offre un résumé particulièrement vomitif de tous les préjugés les plus éculés, étayés sur les interprétations nauséabondes de l'idéologie fasciste. Fascistes aussi, les solutions proposées, y compris l'adhésion à ce mouvement peu ragoutant.

Mais, là aussi, il faudra que la loi s'applique, et nos nazillons « français » devront en faire l'expérience. Le M.R.A.P. a porté plainte, pour incitation à la haine raciale et diffamation, afin que cesse une telle propagande de haine.



...les nazis ne désarment pas

apologie des crimes de guerre

Il faut dire que toute une littérature abondamment diffusée permet à ces « idéaux » d'un type particulier, de faire leur chemin.

Il y a tout juste trente ans, le 16 octobre 1946, les criminels de guerre nazis étaient pendus à Nuremberg. Craignant que leur sépulture ne devienne un lieu de pèlerinage, les autorités alliées faisaient incinérer les cadavres. Peine perdue car cette année 1946 voyait déjà les premières manifestations d'une vague de néo-nazisme qui n'a fait depuis que croître et embellir... Ce trentième anniversaire de l'exécution des sentences du Tribunal International a provoqué un déferlement de haine dans la presse néo-nazie du monde entier.

Dans la *Deutsche National Zeitung* (qui tire à plus de 200 000 exemplaires), de pleines pages ont été consacrées à la publication d'une longue étude, signée du Professeur Docteur Berthold Rubin, et intitulée : « *Nuremberg : la vengeance du vainqueur sur le vaincu.* » Le journal reproduit également sur quatre colonnes la dernière déclaration du Reichsmarschall Goering et une photographie de l'exécuteur des Hautes-Œuvres, le sergent-chef de l'armée américaine, John C. Woods, sous laquelle on peut lire la légende suivante : « ... *Woods était un diabolique sadique qui, avec l'accord des plus hautes instances, s'arrangea pour infliger aux condamnés le maximum de souffrance...* » (1). D'autres articles de la même eau sont publiés dans d'autres hebdomadaires néo-nazis comme le *Deutscher Anzeiger*, la *Deutsche Wochen Zeitung*, etc., dont le tirage global dépasse les 500 000 exemplaires. Une énorme campagne de réhabi-



Quand l'«anti-sionisme» sert d'arme aux racistes.

Photo : Daniel FRANCK

litation des criminels de guerre et du nazisme a été déclenchée à l'échelon international. Dans tous les organes et bulletins des mouvements de jeunesse néo-nazis ouest-allemands et autrichiens, on retrouve dans leurs numéros d'octobre 1976 en caractères d'affiche le même slogan : « *Nos pères n'étaient pas des criminels!* » et cette campagne doit s'étaler sur les six premiers mois de 1977. La France, malheureusement, n'est plus épargnée. En plein Paris, la « Librairie Française » (2) (27 rue de l'Abbé Grégoire) diffuse en toute impunité, l'ouvrage du théoricien néo-fasciste Maurice Bardèche « *Nuremberg ou la Terre promise* », ouvrage interdit par le Ministère de l'Intérieur et qui a déjà valu à son auteur une condamnation d'un an de prison ferme à son auteur (3) pour apologie des crimes de guerre.

A Braine-le-Comte, en Belgique, deux jeunes fanatiques néo-nazis ont installé les « Editions du Baucens » qui se signalent par un texte délirant à la gloire du SS-Standartenführer Jochen Peiper, disparu lors des incidents du 14 juillet 1976, à Traves.

Que trouve-t-on au catalogue des « Editions du Baucens »? La plus fantastique collection d'ouvrages néo-nazis en langue française dont voici quelques titres : « *Franco, chef d'Etat* » de Léon Degrelle, le chef de la 28^e Division de Waffens-SS « *Wallonie* » auquel Hitler a pu dire un jour : « *Si j'avais un fils, j'aimerais que ce soit vous!* » et qui vit en Espagne depuis 1945. « *La vérité sur l'affaire de Malmédy et sur le colonel SS Joachen Peiper* » « *Lettres à mon cardinal* » toujours de Léon Degrelle, et « *La voie de l'éternité* » de Shinshō Hanayama, sous-titré « *Comment surent mourir les criminels de guerre japonais* » et présenté en ces termes : « ... *un des plus beaux livres de guerre... un document bouleversant où l'on prendra*

mesure de l'infamie américaine... nulle autre époque n'aura connu barbarie plus grande que celle des démocraties triomphantes... ».

Tout cela est déjà assez écœurant, mais il y a plus grave. Les « Editions du Baucens » viennent de mettre en circulation trois ouvrages qui réfutent non seulement les responsabilités nazies dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale mais nient également le génocide des six millions de juifs et l'existence des chambres à gaz.

les chambres à gaz n'ont jamais existé!

Le premier de ces ouvrages, traduit de l'allemand, est dû à la plume de Heinz Roth et est intitulé « *Pourquoi nous ment-on?* ». En une soixantaine de pages, l'auteur « *réfute* », à l'aide d'arguments spécieux, le bellicisme nazi ayant entraîné le conflit et la « *solution finale* » du problème juif. Pour le sieur Roth, il s'agit d'une « *vaste escroquerie* » dont le double but est de maintenir l'Allemagne en position de sujétion et de lui « *extorquer des milliards de marks de réparations* ». Notons que l'ouvrage est déjà traduit et diffusé en anglais, français, espagnol, italien et néerlandais.

Le second ouvrage est le fait de l'« *historien* » (?) britannique Richard E. Harwood, directeur de la *Historical Review Press*. Sous le titre « *6 millions de morts... le sont-ils réellement?* », et dans une brochure grand format de 36 pages, Harwood franchit un degré supplémentaire dans l'escalade de l'abjection et du mensonge. Sale besogne mais très appréciée des cercles néo-nazis qui saluent l'ouvrage comme « *... la réfutation irréfutable d'un mythe avec une efficacité surpassant l'impact des travaux de Rassinier car plus dense et plus efficace...* » (4). Pour Harwood, les atroces photos des charniers nazis, celles des déportés au dernier stade de la cachexie et de la misère physiologique sont tout simplement... des trucs!

en france, des centre de propagande néo-nazie

Nous passons sur l'ouvrage de Harwood et nous en arrivons au morceau de choix « *Le mensonge d'Auschwitz* » de Thies Christophersen. Ce dernier, actuellement journaliste en RFA, a, paraît-il, vécu de longs mois à Auschwitz où il exerçait les

fonctions d'ingénieur agricole au sein d'un kommando chargé des recherches sur le Buna, le caoutchouc artificiel. Et Mr. Christophersen ne se souvient de rien, ni des chiens policiers, ni des chambres à gaz, ni de la mort lente. Cet amnésique nous donne de la vie à Auschwitz une description idyllique avec des détails sur les relations déportés/SS à vous donner envie de revêtir la tenue rayée. De toute évidence, Christophersen l'amnésique, a conservé d'Auschwitz un excellent souvenir, ce qui est, n'en doutons pas, hélas! le cas de tous ses camarades qui servirent sous l'uniforme noir frappé de la tête de mort. Disons le tout net, la diffusion de tels écrits, de telles distorsions de la tragique vérité historique est une insulte intolérable à la mémoire, non seulement des six millions de victimes de l'holocauste juif, mais aussi des millions de martyrs qui combattirent le nazisme et qui firent dans les camps en général, et à Auschwitz en particulier, un voyage sans retour.

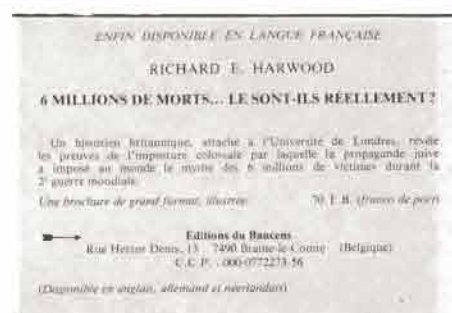
les "commis-voyageurs" américains



Un papillon de l'Union Mondiale des Nationaux Socialistes; qui à tenu récemment un congrès aux États-Unis.



A Paris, dans les couloirs du métro.



une impudence sans bornes

Il faut, en outre, noter l'aspect belliciste de toute ces publications et des groupes qui les produisent, relayés, là encore, par

Le 25 mars dernier, la police allemande arrêtait, à Mainz, un jeune homme de 24 ans, Gerhard Lauck, et saisissait dans ses bagages 30 000 tracts néo-nazis. Cet individu était recherché par les services ouest-allemands de protection de la Constitution depuis un certain jour de 1974 où il avait prononcé en public, à Hambourg, une violente diatribe antisémite et nazie. Condamné à six mois de prison ferme, l'activiste a été expulsé vers son pays d'origine avant d'avoir purgé la totalité de sa peine.

Dès son retour à son « Quartier-Général » de Lincoln, dans le Nébraska, Gerhard Lauck s'est remis au travail... et quel travail ! Après s'être proclamé « *Führer* » de la N.S.D.A.P.-A.O. (Organisation Extérieure du N.S.D.A.P., le parti nazi dissout en 1945), le jeune fanatique est reparti pour l'Europe où il a pris toute une série de contacts avec les groupuscules qui distillent la haine raciale dans nos démocraties libérales avancées.

En Espagne, le *CEDADE* (Cercle Espagnol des Amis de l'Europe), En France, le *Parti des Forces Nouvelles*, le *Front National* et le *National Socialisme International*, en Belgique, le *Mouvement Social Belge*, en Italie, l'*Ordine Nuovo*, en Grande-Bretagne, le *National Front* et le *National Party*, ont, tour à tour, reçu la visite de Gerhard Lauck et de ses deux « gardes du corps ».

Il en est résulté un protocole d'accord et de coopération signé à Londres le dimanche 26 septembre 1976.

Il s'agit d'une tentative, au demeurant assez adroite, pour tourner les lois antiracistes et antinazies en vigueur, ou en gestation, dans plusieurs pays européens. La propagande incitant à la haine raciale sera désormais signée par la N.S.D.A.P.-A.O., qui donnera son adresse aux États-Unis sur chaque tract, chaque affiche, chaque papillon. Les personnes intéressées écriront donc au « Quartier-Général » de la N.S.D.A.P.-A.O. qui, ensuite, répercutera leurs adresses aux mouvements néo-nazis sévissant dans leur pays. Par mesure de sécurité, aucun nom, aucune adresse ne sera confiée au service postal, et ce sont les hommes de Gerhard Lauck qui, lors de tournées régulières en Europe apporteront aux responsables les noms des prospects. Le papillon que nous reproduisons est la première manifestation en France de ce nouvel accord. On a pu le voir, en abondance, à Paris, ces derniers jours, dans les couloirs du métro.

Comment réagir devant cette nouvelle offensive raciste et néo-nazie ? Il importe tout d'abord de se tenir informés avec la plus grande précision possible du développement de ces actions de propagande raciste. Chaque lecteur peut nous aider en nous écrivant au siège du M.R.A.P. pour nous signaler toutes les manifestations de propagande néo-nazie qu'il lui sera donné de constater.

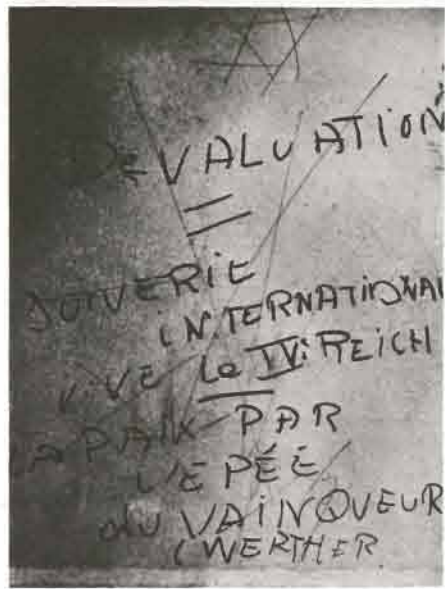
Ensuite, il importe d'exiger des pouvoirs publics que des ordonnances d'interdiction d'entrée sur le territoire nationale soient prises à l'encontre des commis-voyageurs du nazisme renaissant.

ce fait autant de menaces contre la paix européenne.

La pointe du combat se trouvait l'association revancharde « *Aktion Oder-Neisse* » ou « *AKON* » qui regroupait les militants de 21 associations et mouvements néo-nazis d'Allemagne fédérale mais possédait également une branche internationale avec des sections fort actives, notamment en France. *L'AKON* est animée par Joachim Drischel, Erwin Arlt, Heinz von Arndt, Gunther Burkin et le baron Bolko von Richthofen et déclare ouvertement combattre « pour l'instauration d'un nouveau Reich ». Sa branche internationale agit sous la direction d'Eckard Harmut Bragard qui a installé son quartier-général à Aix-la-Chapelle.

ils veulent l'alsace-lorraine

Photo Daniel FRANCK



Pour le racisme, contre la paix.

Depuis quelques mois, les néo-nazis ont allongé la liste de leurs revendications territoriales. Cela a commencé par l'annexion de l'Autriche, un nouvel « *Anschluss* » réclamé aussi bien par les néo-nazis autrichiens que par leurs congénères ouest-allemands. Ces derniers n'emploient jamais d'ailleurs le terme « *Osterreich* » mais uniquement la vieille terminologie nazie de « *Ostmark* », c'est-à-dire Marche de l'Est... Revendiqué également, un territoire danois dont la réunion au land ouest-allemand du Schleswig-Holstein est exigée, ainsi que le retour au « *Reich* » des territoires belges d'Eupen et de Malmédy!

L'Italie également est visée par les pangermanistes qui exigent le retour à l'Autriche des provinces italiennes du Trentin et du Haut-Adige et on peut prévoir une nouvelle flambée de terrorisme néo-nazi sur le Brenner, comparable à la vague d'attentats des années soixante qui firent de très nombreux morts.

Devant l'impunité dont ils jouissent, les néo-nazis ouest-allemands, autrichiens et - hélas! - certains de leurs complices de

nationalité française réclament purement et simplement l'annexion de l'Alsace-Lorraine! Ces dernières semaines, on a assisté à une floraison d'articles sur ce thème dans tous les journaux et magazines néo-nazis de la *Deutsche National Zeitung* à *Der Aufmarsch* en passant par la *Deutsche Wochen Zeitung*, le *Deutscher Anzeiger* ou *Das Reich*.

Il est évident que de telles revendications, dirigées contre la France, la Belgique, le Danemark, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'U.R.S.S., ne trouveraient leur réalisation qu'au moyen d'un conflit. Les néo-nazis de « *AKON* » envisagent d'ailleurs froidement « l'expulsion de 15 millions de personnes des territoires de l'Est... ». Il est évident que la préparation concrète à une guerre d'agression n'est pas seule à tomber sous le coup de la loi, mais aussi le fait d'inciter à la guerre par des écrits ou par des moyens audiovisuels. Ce concept de guerre d'agression a été largement défini par le droit international

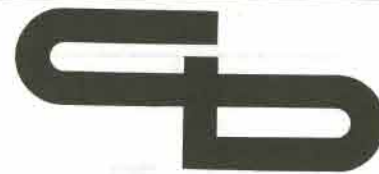
et les décisions de l'ONU. Il est donc logique de considérer comme une « *incitation à la guerre* » le fait de propager des revendications qui ne peuvent être réalisées que par une guerre d'agression.

La propagande néo-nazie évoquée ci-dessus va donc à l'encontre de la loi sur l'incitation à la guerre (paragraphe 80 a du Code Criminel ouest-allemand). De plus, cette propagande porte atteinte aux principes de la loi ouest-allemande qui considère anti-constitutionnels les actes susceptibles de « *déranger la coexistence pacifique des peuples* ».

On comprend d'autant moins le silence et l'inaction des services de M. Helmut Schmidt...

Il faut être bien clair. Pas plus que les menaces que font peser sur la paix et la liberté de l'Europe, l'impunité dont jouissent les néo-nazis allemands, nous n'apprécions le chauvinisme anti-allemand. L'amitié entre les peuples de l'Europe est une nécessité pour la paix du monde, et nous ferons toujours tout ce qui nous est possible pour que la compréhension entre nos peuples s'accroisse. Pour le M.R.A.P., il n'est pourtant qu'une voie pour la nécessaire entente, c'est celle qui exclut toute référence à l'effroyable génocide hitlérien, dont les démocrates et les antiracistes allemands furent les premières victimes. Vive l'amitié entre les peuples allemands et français, vive la lutte commune contre les résurgences du fascisme!

- (1) *Deutsche National Zeitung*, Munich, 22 octobre 1976.
- (2) La « *Librairie Française* », fondée par l'écrivain antisémite Coston en 1952, a été reprise depuis le 1er janvier 1976 par l'activiste néo-fasciste Jean-Gilles Malliarakis, chef des Gaj ou « *Groupes Action Jeunesse* », ces bandes armées qui font régner la terreur fasciste au Centre Universitaire Assas.
- (3) Maurice Bardèche est le beau-frère de l'écrivain collaborateur Robert Brasillach, fusillé à la Libération.
- (4) In *Faisceaux* du 24 octobre 1976.



PRÊT A PORTER

Georges Bilski et Fils

52, rue Turbigo - 75003 Paris

Tél. (16.1) 278.41.62
272.91.36



prévenir
vaut
mieux
que
guérir



LA BAGAGERIE

Signe la Mode du Sac

13 RUE TRONCHET	265 03 40
41 RUE DU FOUR	548 85 88
74 RUE DE PASSY	527 14 49
TOUR MONTPARNASSE	538 65 53

PARIS

LYON - LA PART-DIEU
NEW YORK - 727 MADISON AVENUE
TOKYO - 5-5 GINZA

Les Créations

F. Schneider

7, Rue Charlot Paris-3^e

ARC. 70-00

ENSEMBLES

TAILLEURS

MANTEAUX

fourrures "AU RENARD BLEU"

modèles "lanvin"

prix spéciaux aux lecteurs de "droit et liberté"

SERVICE
APRÈS-
VENTE

68, avenue des Gobelins
75013 PARIS
Téléphone 331.16.85

Société Cozonel

père et fils

CHAUSSURES EN GROS

COURS HORS-COURS - IMPORTATION

59, RUE MESLAY - 75003 PARIS Tél. : 887 49-95
272 78-77

MADAME M. WINDMAN

ADMINISTRATEUR DE BIENS
CONSEIL IMMOBILIER AGRÉÉ

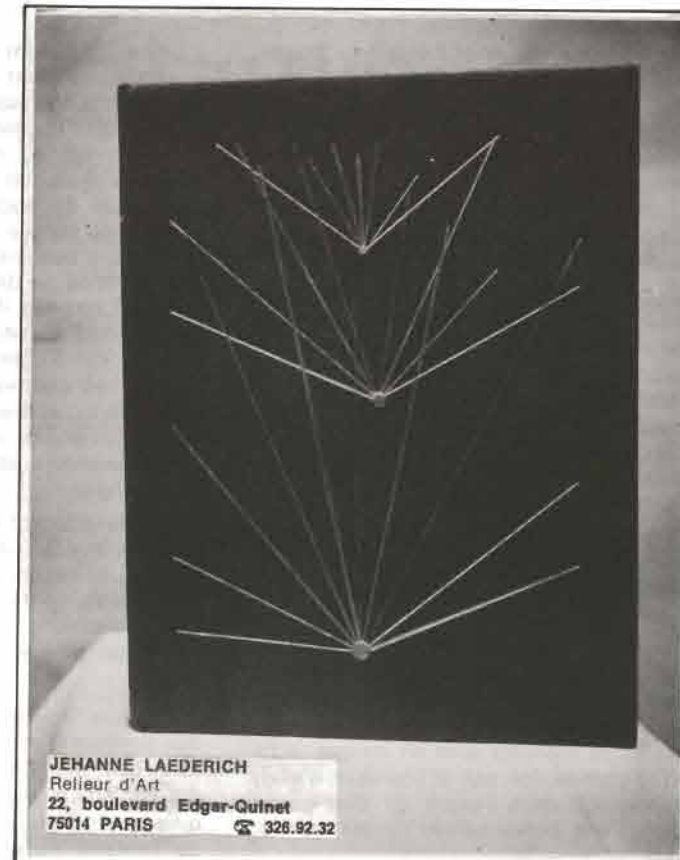
LEC. 88-62

BLO. 59-27

R.C. 56 A 1771

68, RUE BRANCON, PARIS XV^e

AFFILIÉE F.F.P.I.C. CAISSE GARANTIE - SOCAF



JEHANNE LAEDERICH
Relieur d'Art
22, boulevard Edgar-Guinet
75014 PARIS ☎ 326.92.32

enfants à sauver

Le C.L.E.P.R. poursuit l'étude de tous les problèmes posés par la situation des enfants et adolescents du monde des travailleurs immigrés. Son action ne peut être que limitée : c'est surtout une action d'éveil et de sensibilisation, d'information et de stimulation. Quand on ne peut pas tout faire, il faut au moins savoir ce qui se fait et ce qui mérite d'être signalé à l'attention.

C'est ainsi que des contacts ont été pris récemment avec l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, en la personne de son directeur, M. Pierre Lassus.

Le C.L.E.P.R. a demandé à M. Lassus d'exposer, pour les lecteurs d'**Education à la Fraternité**, les objectifs de cette association. On verra qu'ils sont loin d'être étrangers à nos préoccupations, car bien des enfants « à sauver » par un placement dans des familles d'accueil sont d'origine étrangère, et parce que, de ce fait, ils seraient plus exposés que d'autres aux agressions xénophobes ou racistes, si l'organisme responsable et les familles à qui celui-ci donne délégation n'étaient pleinement conscients de ce danger et bien armés pour y parer. C'est bien dans cet esprit antiraciste que M. Lassus nous a fait part de son action.

L'U.F.S.E., reconnue d'utilité publique, a son siège 53, rue Réaumur, 75002 Paris. Elle est actuellement présidée par M. François Seydoux-Claur.

Le racisme est pour l'enseignant scolaire un problème toujours difficile, souvent angoissant : qu'il s'agisse, sur le plan de la réflexion et de l'étude, de lutter contre ses résurgences, qu'il faille faire face, dans la réalité quotidienne, à ses manifestations parfois violentes, toujours affreuses pour ceux qui en sont les victimes.

Ces difficultés sont celles aussi des travailleurs sociaux : éducateurs spécialisés, assistantes sociales, psychologues, etc. qui ont la charge de la surveillance éducative d'enfants soustraits à leur milieu d'origine pour être accueillis dans des familles nourricières qui, selon les cas, doivent se substituer à la famille naturelle ou pallier ses déficiences passagères.

L'expérience quotidienne d'une association comme l'Union Française pour le Sauvetage de l'Enfance est, à cet égard, intéressante :

En effet, ce service, né en 1887, a une très longue expérience. Surtout, s'étant donné pour mission de recueillir les enfants dont la santé, la sécurité, l'éducation ou la moralité sont en danger, il l'a fait d'emblée (ce qui à l'époque n'allait pas de soi) dans l'esprit du plus grand respect des personnalités et des convictions.

Les enfants sont soustraits à un milieu d'origine défaillant par les juges ou par les services sociaux. Ils sont d'abord accueillis dans un centre d'accueil et d'observation où, au cours d'un séjour de quelques mois, est effectué un bilan psychologique et social qui permettra de choisir une famille susceptible de répondre à leurs besoins. Après cette période, si la décision de départ en placement familial est retenue, ils sont dirigés vers l'un des Centres du sauvetage (Landes, Normandie, Val d'Oise, Val de Marne). Chacun de ces centres dispose d'un réseau de familles d'accueil et d'une équipe éducative composée d'assistantes sociales, et d'éducateurs spécialisés aidés d'une psychologue.

Le rôle éducatif est dévolu en premier lieu aux familles d'accueil; aussi les enfants sont-ils scolarisés dans des établissements existant sur place en fonction des orientations scolaires ou professionnelles qui sont apparues les plus souhaitables.

L'équipe éducative doit jouer auprès des familles d'accueil un rôle de soutien et de contrôle. Si besoin est, elle intervient également auprès de la famille d'origine pour l'aider à « vivre » le placement de l'enfant; en effet, les relations avec

les familles naturelles ne doivent pas être rompues, et le retrait d'un enfant de sa famille tend à devenir un moyen thérapeutique plus qu'une sanction : la législation tenant compte du niveau de responsabilités réelles de certaines couches sociales particulièrement défavorisées ou de certains milieux acculturés et incapables, mais non de leur fait, d'assurer à leurs propres enfants une éducation leur permettant de s'adapter aux modes de vie d'une société industrialisée.

Ces liaisons avec les familles naturelles sont un élément déterminant dans l'évolution des enfants et une des tâches les plus délicates puisque l'éducateur ou l'assistante sociale se trouvent entre l'enfant, la famille d'accueil et la famille naturelle.

Il n'est pas besoin d'insister sur les difficultés d'une telle mission. Or, elles se trouvent aggravées par les problèmes liés au racisme.

Il est évident que, bien que le déterminisme ne soit pas absolu, puisque l'on rencontre des enfants en danger dans toutes les couches sociales, dans la plupart des cas, les enfants qui font l'objet de semblables mesures judiciaires appartiennent aux catégories sociales les plus défavorisées, au sous-prolétariat des banlieues industrielles; en fait, il s'agit de plus

en plus souvent d'enfants de travailleurs immigrés.

Ainsi, aux difficultés traditionnelles que rencontraient les éducateurs pour s'occuper de ces enfants, au passé souvent très traumatisant, vont s'ajouter les problèmes liés au déracinement des familles et aux difficultés d'intégration que rencontre un enfant d'origine étrangère qui sera confronté très vite aux réactions racistes des autres enfants ou des adultes.

Si des problèmes peuvent se trouver posés à ce niveau au moment de l'accueil de l'enfant dans un internat d'observation, ils apparaissent surtout au moment du placement familial. A l'internat, en effet, la vie communautaire permet d'éviter le rejet ou l'agression raciste caractérisée. Par contre, pour placer l'enfant dans une famille, il va falloir concilier deux objectifs qui, bien que nécessaires l'un et l'autre, semblent *a priori* s'exclure :

— d'une part, demander à une famille, le plus souvent mal préparée en raison de son cadre de vie, de son milieu social, de son éducation, d'accueillir comme étant **le sien**, un enfant d'origine étrangère et, affectivement, de le mettre sur le même pied que ses propres enfants, si elle en a ou si elle en a eu.

— d'autre part, s'efforcer de respecter la personnalité propre de l'enfant, de lui permettre d'assumer sa réalité ethnique et culturelle.

Si le premier point ne mérite pas d'exégèse, le second est souvent mal compris, même par des éducateurs. Pourtant, il s'agit là d'un élément essentiel qui commandera l'avenir de ces enfants : pour qu'ils soient eux-mêmes, c'est-à-dire pour qu'ils deviennent un jour des hommes libres, il faut nécessairement qu'ils puissent se rattacher à leur passé ethnique et culturel, qu'ils puissent admettre, pour pouvoir faire admettre, cette différence que l'on voit... cette identité que l'on sent...

Il n'est pas possible, dans ce cadre, d'envisager l'infinité de problèmes qui vont se poser à ce niveau, dans une famille rurale, dans une petite école de campagne où un enfant bronzé ou noir devra se faire admettre dans sa famille d'accueil d'abord, par ses petits camarades ensuite, par le voisinage enfin. On pourrait raconter tous les incidents sans importance qui seront traités avec indulgence si le coupable d'un vol de pommes s'appelle Michel, qui prendront des proportions dramatiques s'il s'appelle Farid ou Mohamed.

C'est dire combien les éducateurs ont besoin d'être appuyés, d'être conseillés pour réaliser cette difficile mission. C'est dire aussi ce qu'ils peuvent apporter comme témoignage.

De toute façon, c'est là une préoccupation qui doit être présente dans ce secteur de l'éducation spécialisée car nous pensons que l'éducateur manque à sa mis-

sion s'il ne va pas au-delà du problème particulier et s'il n'utilise pas son expérience pour témoigner autour de lui de la ridicule imbécillité des préjugés racistes.

Pierre LASSUS



Photo : Maurice CANTACUZENE




« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Boulongne, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot.

Montant de la cotisation :
Membre actif : 10 F.
Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions à Mlle Renée Baboulène, 56, rue Lamarck, Paris-18^e, avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulène, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).



mode infantine

RAINETT
PARIS

baur
depuis 1922

- SALONS
- LITERIE

MEUBLES ANGLAIS
38, bd. richard-lenoir, 75011 paris
métro : bréguet-sabin - bastille

tél. 700.09.89 +

case réservée
à la Société M.G.

au cœur de l'affaire Dreyfus

Notre ami Maurice Baumont, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, vient de publier un nouveau livre autour de l'Affaire Dreyfus qui passionna les enfants de la fin du siècle et continue de susciter, malgré tant de décennies, la curiosité chez nombre de jeunes.

L'Affaire Dreyfus ne fut pas seulement une monstrueuse erreur judiciaire créée et voulue par les tenants du « *mensonge patriotique* ». Elle a marqué le déchaînement du racisme antisémite le plus frénétique dont on a éprouvé, une quarantaine d'années plus tard, à quels crimes il pouvait conduire. Elle demeure enfin comme le champ de bataille où s'affrontèrent la « *réaction* » et la République.

Grâce au sursaut de conscience de quelques hommes, Scheurer-Kestner, le colonel Picquart, Emile Zola, que sa lettre « *J'accuse* » rendit aussi grand dans l'histoire que son roman « *Germinal* », la République et la Justice ont triomphé.

Comme l'un de ceux qui apprirent dès la première enfance l'une et l'autre à travers cette aventure, et pour qui l'Affaire

Dreyfus fut à maints égards une affaire « *familiale* », j'ai singulièrement apprécié l'œuvre de l'historien Maurice Baumont qui excelle autant à donner de vastes synthèses comme « *Les origines de la deuxième guerre mondiale* », qu'à pénétrer les profondeurs d'une affaire qui n'a pas encore révélé tous ses secrets.

Droit et liberté publie la dernière page de son livre qui dévoile une coïncidence inconnue dominant le « *résidu mystérieux* » de l'Affaire Dreyfus.

Que de tragédies vécues depuis cette lointaine page d'histoire où l'opinion du monde se tournait angoissée vers le destin d'un innocent !

Des dizaines de milliers de « *Dreyfus* » de toute origine, de toutes opinions, ont été sacrifiés depuis, victimes des mêmes haines, du même racisme.

Pour nous, leurs défenseurs, le combat continue.

Pierre PARAF

(1) Maurice Baumont, de l'Institut, « *Au cœur de l'Affaire Dreyfus* », Del Duca, Paris.



Allégorie anti-dreyfusarde parue en France en 1895

un feuilleton prophétique

Une chose vraiment extraordinaire domine « *le résidu mystérieux* » de l'Affaire Dreyfus : cette Affaire a été évoquée et fort exactement écrite trois mois avant d'éclater.

En 1894, le Petit Journal est la feuille la plus lue de France. Son tirage moyen en cette année a dépassé un million d'exemplaires, et l'Annuaire de la presse de 1895 prétend que c'était le tirage le plus élevé de tous les journaux du monde.

Depuis 1888, Hippolyte Marinoni, du Petit Journal, doit lutter contre Jean Dupuy, du Petit Parisien. Il fait porter son effort sur le feuilleton, avidement dévoré par d'innombrables lecteurs.

Le roman que le Petit Journal publie à partir du 23 avril 1894 est Le lieutenant Philippe, première partie de : Les Deux frères dont l'auteur, Louis Létang, rédacteur en chef du Nouvelliste de Seine-et-Marne, était spécialisé dans les récits d'aventures colorées et sentimentales.

Dans ce feuilleton, des intrigants anéantissaient un capitaine du génie, attaché au ministère de la Guerre. Ils saisissaient une liasse de pièces, soi-disant secrètes, dans le bureau d'un colonel du ministère. Une lettre anonyme informait ce colonel qu'un traître, appartenant depuis peu de temps à son service, livrait des documents à un office allemand de renseignements et qu'on trou-

verait, au domicile d'un officier qui avait de gros besoins d'argent, une liasse de pièces secrètes. Le colonel, constatant la disparition d'un dossier, portait ses soupçons sur le capitaine, chez lequel une perquisition faisait découvrir, dans une enveloppe adressée à un Allemand, la liasse en question, qu'accompagnait « une lettre d'un texte habile » : « *Je vous envoie les documents promis, ils sont des plus importants.* » L'écriture du capitaine était « imitée dans la perfection », aussi bien pour l'adresse que pour la lettre.

Le capitaine était conduit au Cherche-Midi. Son arrestation était tenue secrète. Mais les intrigants acharnés à sa perte informaient un journal à leur dévotion, qui annonçait « le scandale du ministère de la Guerre et l'infâme trahison d'un officier français », dont le nom était donné en toutes lettres.

L'innocent n'échappait que par miracle à la mort.

Assurément ce roman, publié en feuilleton à partir du 23 avril 1894, est hallucinant tant il est prophétique, quand on songe aux événements qui vont se dérouler dans le dernier trimestre de cette année 1894, et dont la trame semble l'exacte application de circonstances plagiées sur un feuilleton de juin.

Avant le Conseil de guerre de décembre 1894, Joseph Reinach en avait parlé au président du Conseil Charles Dupuy. Celui-ci

avait répondu que cette histoire le hantait. Il l'avait lue dans le train au moment où il accompagnait le président Carnot à Lyon. Carnot a été assassiné le 24 juin : le stratagème imaginé pour perdre le capitaine du génie est décrit dans les numéros du Petit Journal allant du 2 au 30 juin.

Le roman Les Deux Frères a paru chez Calmann-Lévy en 1895. Le commentateur du Nouveau Larousse illustré, édition de 1901, écrit que « Le lieutenant Philippe rappelle l'Affaire Dreyfus ». Il la rappelle assurément; mais la chose troublante, c'est qu'il l'a devancée de trois mois et annoncée avec précision. Dans le Petit Journal qui, pendant l'Affaire, allait être farouchement anti-dreyfusard, l'étonnant feuilleton de 1894 livrait-il à une poignée des innombrables lecteurs, le scénario et les ténébreuses machinations d'une cabale ? Le 20 décembre 1898, Raymond Poincaré, ministre de Charles Dupuy en 1894, a déclaré devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation : « *M. Dupuy nous a dit récemment à M. de Lanessan et à moi : " Je me demande si nous n'avons pas été victimes d'une immense mystification ".* »

Où est-ce simplement le hasard qui a suscité le pathétique d'incroyables coïncidences ?

Extrait du livre de Maurice Baumont



prêt-à-porter
boutiques

84 AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES • 75008 PARIS
TÉL. : 270-08-96 • 270-70-81



eric elsan paris

403, Rue des Pyrénées
75020 PARIS

diffusion d'articles textiles
synthétiques et cuirs

636.51.03
636.51.08
636.50.73

M. IFKER

770-86-92
523-11-41

24, RUE DES PETITES-ÉCURIES
75010 PARIS

Adolphe

prêt-à-porter féminin

160, rue montmartre
paris-2° - 236 03-89

"AU FIN BONBON"

ARTS ET VOYAGES

91, avenue de la Résistance
93340 LE RAINCY

Ets LEON WEIL s.a.

MANUFACTURE D'ARTICLES EN MÉTAL
POUR CHAUSSURES ET CONFECTION

37, QUAI JULES-GUESDE, 94400 VITRY (F.)
TÉLÉPHONE 680.04.93 +

TAL

PRÊT A PORTER
PARIS

JERSEYS DE LUXE

TRICOTS DE LUXE

Margaret

5, Rue Magenta - 93-PANTIN
Téléphone : 845-39-40 et 39-41
MÉTRO : PORTE DE LA VILLETTE

SOLDECOR



PREMIER SPECIALISTE DU DECOR
DE LA MAISON

panoply société

Tél. : 532.62.43

250.50.95

828.64.76

Assoun-Guillibert

4, Rue de l'Abbé-Groult

75015 Paris

Telex 21311 F code 270

Adr. télégr. panoply-Paris



michel
bachoz

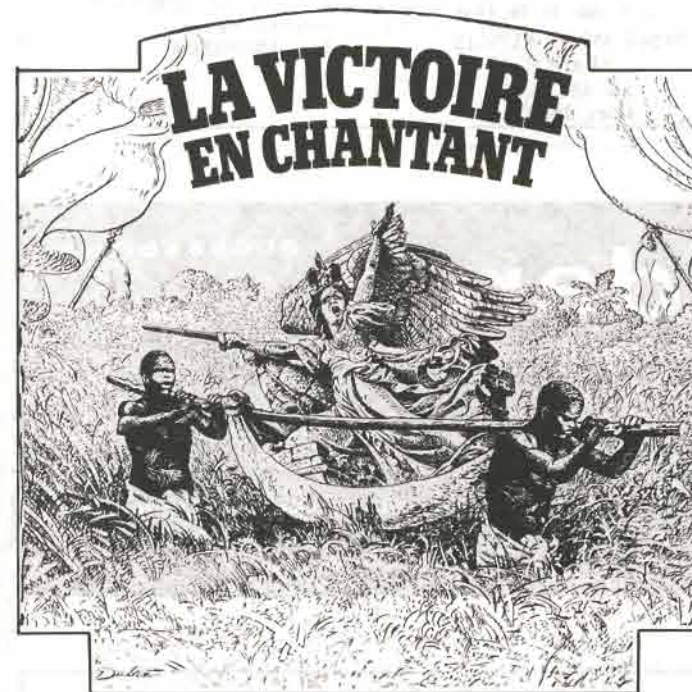
7.8.10 rue d'alexandrie

75002 paris

tél. 508.41.74

pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■

cinéma



1915. Les retombées de la première guerre mondiale au fin-fond du Cameroun. Dans un petit village, la colonie française part en guerre contre quelques Allemands d'un poste voisin, hier encore ami. Mais décider la guerre n'est pas bien difficile, la faire est tout différent. Aussi, voilà nos petits chefs qui lèvent une armée de « volontaires » au sens militaire du terme, parmi les autochtones. Et tout ce joli monde part à la boucherie, les Noirs, devant les Blancs en spectateurs. Chacun à sa place ! Allemands et Français s'affrontent par Africains interposés.

Ce film de Jean-Jacques Arnaud, un peu facile et superficiel, a néanmoins certains mérites qui en font une œuvre intéressante. Ainsi, le schéma de la colonisation et l'utilisation des « masses noires » comme chair à canon valent d'être rappelés. De même l'échantillon humain qui compose cette petite colonie blanche, même si la description est par trop schématique, mérite une petite réflexion débouchant sur les motivations de ces colons venus apporter « paix et progrès ».

Les acteurs y sont excellents, Jean Carmet (Dupont la Joie en Afrique Noire), Jacques Spiesser et Jacques Dufilho font de ce film une intelligente et corrosive distraction, fait assez rare dans le cinéma français.

ici et
ailleurs

Pendant l'été 1970 Godard part effectuer un reportage sur les combattants palestiniens, à la demande du Fatah qui désire obtenir un film de propagande. Quelques semaines plus tard c'est Septembre Noir et le massacre des fedayins. De plus, le film ne correspond pas aux aspirations des leaders palestiniens et pour ces deux raisons, il ne verra pas le jour. Voilà pour la partie « Ailleurs ».

« Ici », c'est la France, la télévision, la radio, l'audiovisuel en quelque sorte. Comment on perçoit

ici la lutte qui se déroule ailleurs. Il s'agit pour Godard et Mieville de continuer leur recherche sur le pouvoir de l'image et du son. Des réflexions sur l'information de « droite ». Le travail de Godard est intéressant et cela quelles que soient nos opinions, comme l'est, dans ce film, cet « Ailleurs » sur les Palestiniens. Il convient de rencontrer cette image des Fedayins qui n'a plus rien de commun avec de la propagande pure

et simple. En ce sens, il convient de rejeter tout acte d'intolérance de la part de ceux qui ont une vision différente de cet « Ailleurs » et qui ont pour moyen d'expression les bombes dans les cinémas. Il y a eu un attentat au cinéma « 14 juillet » qui projette « Ici et Ailleurs », lors de la projection de « Gloria Mundi » et de « Chantons sous l'occupation » voici quelques temps.

Pascal POUILLAUX

monsieur Klein

Attachant et troublant, tel est le dernier film de Joseph Losey. Sans doute le meilleur Losey, comme le meilleur Delon qu'il nous a été donné à voir.

A voir et surtout à méditer car le sujet est particulièrement intéressant et admirablement traité. Nous sommes sous l'occupation, à Paris, en 1942. Un riche bourgeois catholique se trouve subitement avoir une autre identité, celle d'un juif puissant mais menacé par les événements. Personnage pas très sympathique, puisqu'il escroque ses corréligionnaires qui fuient les rafles et les coups de la nuit. Il n'est pas à proprement parler le héros du film. Bien d'autres personnages tout aussi « fouillés » que M. Klein, occupent des moments importants du film.

L'héroïne en fait est l'Histoire elle-même, les événements qui la jalonnent et la font. L'occupation c'est M. Klein à la recherche de sa véritable identité, ce sont les juifs à l'index d'une civilisation, c'est une classe sociale indifférente au sort des autres qui dîne encore au champagne et galope au bois, tandis que là, tout près, il y a le « Veldiv » et tous ceux qu'on a pris derrière les guichets du Louvre un certain 16 juillet. Cette date historique encore trop peu connue, comme en témoigne Losey lui-même qui n'en a eu connaissance qu'il y a 1 an 1/2, est l'élément détonnant qui soutend tout le film. Tous les personnages traités sans aucun manichéisme, les décors, les mouvements de ca-



Alain Delon
dans le rôle de Monsieur Klein

méra, le découpage tendent à créer une atmosphère d'un profond réalisme, où la menace du danger, tout en étant celle de l'époque, nous oblige à l'analyser et à la voir encore présente aujourd'hui.

En plus, ce film est beau sur tous les plans, il est à voir absolument.

Laura M'ZA

Jésus
PARIS

19, rue Grégoire de Tours,
75006 PARIS

angle 140, bd. Saint-Germain
Tél. 326.98.45

GRAU DU ROI

SAINT-TROPEZ



DISTRIBUTION DE PRODUITS
ALIMENTAIRES
D'IMPORTATION
FOURNITURE DE MATIERES
PREMIERES POUR
L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

CONSORTIUM EUROPEEN
D'ECHANGES
COMMERCIAUX
INTERNATIONAUX

S.A.R.L. CAPITAL : 208.000 F

Directeur Gérant :
Yvon ABISSEROR

Tour administrative
341, rue de la Tour
94566 M.I.N. RUNGIS
FRANCE
Tél. 686.88.02
Télex 250018

accessoires
daren mode

international diffusion

bureaux :

31, rue meslay - 75003 paris - tél. 887.56.27

ateliers :

32, rue notre-dame de nazareth - 75003 paris

1^{er} Prix des Créations Françaises

COMIX

SOCIÉTÉ
ANONYME
AU CAPITAL DE
750.000
FRANCS

S. C. P.
18.071-58
PARIS

R.C. PARIS
81824 57

TÉLÉX
23094 F

Société Commerciale Internations

18, rue de Toul, 75012 Paris - 346.11-38 +

ASTUS

51, CHAUSSÉE D'ANTIN, 75009 PARIS

TÉLÉPHONE : 874.24.43

bb

bonneterie beaubourg

société anonyme au capital de 500.000 francs

227, RUE SAINT-MARTIN - PARIS 3^e TÉL. 272.66-50
272.67-82

IMPORTATEUR DIRECT

pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■ pleins feux ■

voyez-les

CARNET DE NOTES POUR UNE ORESTIE AFRICAINE. Entre l'Antiquité et demain, la découverte par Pier Paolo Pasolini des problèmes des nations nouvelles. Créé depuis 4 ans, un film d'une exceptionnelle originalité.

LETTRÉ PAYSANNE. Prix Sadoul. De la Sénégalaise Safi Faye. Récit cinématographique de la vie, des traditions, de la misère des gens d'un village wolof. Excellent.

1900 (deuxième partie). La suite non moins admirable du film de Bertolucci. Chronique de la montée du fascisme en Italie et de son implantation jusqu'à l'événement heureux de la Libération. Une fresque grandiose.

NATIONALITÉ IMMIGRÉ de Sydney Sokhona (Mauritanie) et **L'ENFANT DE L'AUTRE** de Dikongue Pipa (Cameroun) tous les 2 également prix Sadoul, ont aussi fait les beaux jours du Festival de Carthage. De la meilleure expression de jeunes cinéastes africains.

livres

la treizième tribu

La 13^e tribu (d'Israël) n'a jamais existé mais un peuple d'origine turque du Caucase s'est converti au judaïsme au 8^e siècle et son royaume a duré jusqu'au 12^e siècle. Une passionnante énigme historique qui bat en brèche, en montrant l'existence d'un prosélytisme juif, le dogme sioniste selon lequel le peuple juif serait uniquement composé de juifs « diasporiques » chassés de Palestine.

par Arthur Koestler, chez Calman-Lévy.

la nation arabe

Le dernier roman-récit-poème en prose-monologue du plus en vue des jeunes écrivains marocains d'aujourd'hui, avec A. Kha-

tibi, reprend un certain nombre de thèmes chers à l'auteur qui a, par ailleurs, cette année, soutenu une thèse sur la solitude de l'immigré et les traumatismes qu'elle entraîne. Ici, dans un univers poétisé, un travailleur immigré aime une femme un peu onirique, dont on ne sait vraiment si elle existe autrement que dans les phantasmes du narrateur : cette femme, une Palestinienne est sa sœur dans l'exil, exil encore plus lourd pour elle, puisqu'elle n'a même plus une terre de replis, pour le jour du retour. Une fois encore, T. Ben Jelloun féconde notre langue et lui fait exalter des plantes avec des accents insoupçonnés.

la réclusion solitaire

Le célèbre économiste égyptien Samir Amin, se penche sur le futur immédiat du monde arabe que ses actuelles convulsions sanglantes mettent chaque jour sous les feux de l'actualité mondiale : un ordre néocolonial fondé sur la division d'un ensemble géo-politique exceptionnellement homogène, un relais dans un ordre impérialiste rénové ou une transformation socialiste radicale?

un juif libre

Le judaïsme dans ce qu'il a de plus noble est avant tout une foi morale, un effort permanent de justice individuelle et partant universelle. C'est le souiller et le falsifier que de le réduire au formalisme exhibitionniste de quelques pratiques religieuses sclérosées, vidées de tout contenu et de toute tension spirituelle. C'est le bafouer et le dénaturer encore bien davantage que de l'évaluer et de le confondre avec un soutien, bruyamment et inconditionnellement exprimé à la politique du gouvernement israélien.

C'est contre cette double trahison que s'insurge Michel Rachline au nom de ce qu'il considère comme le judaïsme authentique, porteur d'un appel universaliste et généreux, non exclusif des « gentils ». Michel Rachline dénonce le sionisme, mais surtout les « sionistes de France » qui, tout en se gardant bien d'émigrer en Israël, se font à tout propos non seulement les avocats inconditionnels du gouvernement israélien, mais encore s'arrogent le droit de parler « au nom des juifs de France ».

Rachline relève la dangereuse convergence de cette démarche qui fait des juifs de France une entité à part parlant d'une voix unanime (qui, plus est, celle de la maison Rothschild), avec la démarche antisémite. Dans un style fougueux, générateur de quelques inévitables outrances, Rachline a le très grand mérite de rappeler à ses lecteurs juifs quelques évidences de bon sens, tellement évidentes qu'on semble les avoir oubliées. Il importe de le lire et d'en discuter, de rompre l'étrange mur du silence élevé autour de lui.

Editeur Guy Authier.

Michel BILIS

livres reçus

OMNEROS. Un poète algérien francophone se penche sur le côté le plus clair de la vie, qui en est aussi le plus obscur, l'ombre portée d'Eros.

Par Mohammed Dib, poèmes, éditions du Seuil.

LE LIVRE DES 7 VIZIRS. Un magnifique recueil de contes médiévaux musulmans, à l'origine des fabliaux français.

Par Z. de Samarkand, éditions Sindbad.

UNE ODEUR DE MANTEQUE. Bien que catalogué « roman », ce texte est plutôt celui d'un cri de 170 pages. Par le cri d'un émigré, écrivain et contestataire total du régime qui estropie son pays, sans rhétorique ni conte des « 1001 nuits », résonne la voix d'un Maroc blessé qui appartient à la fois, à aujourd'hui et à la nuit des temps.

Par Mohammed Khaïreddine, éditions du Seuil.

Y.T.

abonnez-vous
à
droit
et liberté

gros plan

doubler!

A l'occasion de la campagne d'adhésions que lance le M.R.A.P., Marc Mangin, membre du Conseil National, expose ici, à travers l'expérience d'Orléans, quelques-uns des problèmes que rencontrent les comités locaux et les réalisations qui leur sont ouvertes :

Depuis son dernier congrès, le M.R.A.P. ne cesse de se développer. Nous remarquons sa progression dans les actions qu'il mène. Les initiatives des comités locaux prennent une part croissante dans ce développement.

En analysant la réussite de nos nombreuses réunions publiques, nous constatons souvent qu'elles sont fréquentées en grande partie par des personnes qui, déjà, s'occupent par ailleurs des travailleurs immigrés ou d'un autre problème intéressant l'action du M.R.A.P., ou y sont déjà particulièrement sensibilisés. Sans négliger la mobilisation de ces personnes, nous devons rechercher aussi nos nouveaux adhérents parmi ceux qui ignorent encore tout du combat antiraciste. Il est juste d'ajouter que l'intérêt pour le M.R.A.P. tend à gagner des milieux de plus en plus diversifiés.

Grandir, se situe à la fois au plan de l'action et du rayonnement.

Mais, parfois, les comités locaux se posent des questions de façon très concrète : comment recruter de nouveaux adhérents ? comment aller au-devant d'eux ? comment les intéresser ? comment les faire venir ?

Le secrétariat national envoie en ce moment deux cartes 1977 à chacun de nos amis. Soit directement, de Paris, soit par l'intermédiaire du comité local. Cette formule doit permettre de renforcer et faire connaître notre Mouvement. Si elle réussissait, le nombre des adhérents doublerait. Et ce serait décisif au niveau national comme au niveau local.

Il est très important que chaque adhérent envoie sa cotisation et celles qu'il aura recueillies, à son comité local. Les adhésions et les abonnements sont les principales ressources financières d'un comité. Et celles-ci sont, plus que jamais nécessaires.

Information, éducation, action : voilà les bases du développement du M.R.A.P., et donc de ses comités.

INFORMATION. Un comité, dès sa création, doit informer de sa présence les organisations syndicales, politiques, religieuses, culturelles, etc... Les immigrés, tous ceux que vise le racisme, doivent également savoir qu'ils seront désormais mieux défendus.

Les moyens d'informer sur les activités du M.R.A.P. sont divers : conférences de presse, communiqués, tracts, collages d'affiches... Faire connaître en permanence par la presse locale ses activités et les positions du M.R.A.P. est essentiel pour le développement du comité. Pour la diffusion des communiqués et les invitations aux conférences de presse, il ne faut pas oublier de prendre contact avec les correspondants des journaux nationaux et des agences de presse, ainsi que les journalistes de la station régionale FR.3. Il est important d'indiquer dans les communiqués et sur les tracts une adresse où l'on peut joindre les militants du M.R.A.P. L'expérience nous a prouvé que ce système nous permettait d'entrer en relations avec les personnes qui se sentent attirées par notre lutte.

Autre moyen de se faire connaître : la participation à toutes les fêtes populaires (P.S., P.C., C.G.T., C.F.D.T., Amicales laïques, paroisses, etc...) ne peut qu'accroître notre audience. Ces fêtes nous permettent non seulement de diffuser nos idées, mais aussi de renforcer notre Mouvement financièrement. A quoi, il convient d'ajouter les expositions, les projections de films, les débats animés par les membres des comités locaux et, si besoin, de la direction nationale.

EDUCATION. La rubrique « *Education à la Fraternité* » qui paraît tous les mois dans *droit et liberté* ne doit pas

rester sur le papier; c'est une base de discussion avec les éducateurs (enseignants, animateurs, responsables d'organisations de jeunes, etc...). Les éducateurs sont prêts à recevoir les militants du M.R.A.P. pour discuter des problèmes qui les intéressent.

Nous pouvons mettre à leur disposition des documents fort utiles, réalisés par le C.L.E.P.R., notamment la « *Lettre à un lycéen qui veut étudier le racisme* ». N'oublions pas non plus « *L'Homme de toutes les couleurs* », de Pierre Paraf et, bien sûr, *droit et liberté*.

Former la jeunesse dans un esprit antiraciste est sans doute l'investissement le plus valable qui puisse être entrepris pour faire reculer le racisme.

ACTION. L'information est en elle-même une forme d'action. Car elle fait reculer les préjugés racistes et fournit à tous des armes pour les combattre.

Les comités locaux ont, par ailleurs, à réagir par les moyens appropriés (démarches, poursuites, réunions publiques, manifestations, etc...) à tout acte ou provocation raciste se produisant dans son secteur. Il a aussi à promouvoir localement les campagnes nationales du M.R.A.P. dans les formes qu'il élabore lui-même, en fonction des conditions où il se trouve.

Les tâches ne manquent donc pas. Et l'on s'étonne que certains comités ne sachent que faire...

L'insuffisance des militants est un problème qui se pose, il est vrai, à bien des comités du M.R.A.P. Mais si les personnes organisées qui connaissent déjà le M.R.A.P., seraient-elles peu nombreuses, ne se chargent pas de diffuser ses idées à travers des initiatives multiples, le nombre d'adhérents locaux ne pourra pas augmenter. Le développement dans les domaines de l'information, de l'éducation, de l'action dépend à son tour du recrutement.

Les finances d'un comité local sont d'une extrême importance pour mener à bien les actions. La contribution que chacun peut apporter à les renforcer est toujours bien plus grande qu'on ne le croit au premier abord. Parmi ses amis, ses collègues de travail, ou ses voisins, en feuilletant son carnet d'adresses, chacun trouvera certainement une ou plusieurs personnes qui ne connaissent pas le M.R.A.P. et qui seraient peut-être prêtes à nous apporter leur soutien en prenant la carte ou un abonnement.

Prendre la carte 1977 est le geste le plus immédiat, le plus élémentaire que l'on peut faire, que l'on peut demander pour se solidariser avec la lutte antiraciste. Multiplier nos adhérents par deux ? Oui, c'est possible !

Marc MANGIN

une tournée contre l'apartheid



A Amiens, MM. MENIS, adjoint au maire; J.-P. GARCIA, président du comité local; Eric MTSHALI de l'A.N.C. et Albert LÉVY.

Le M.R.A.P. a pris une initiative originale pour informer l'opinion publique sur l'apartheid et les problèmes posés par le soutien de notre pays au régime raciste de Pretoria.

Du 25 octobre au 17 novembre, une vaste tournée a été organisée à travers la France, avec la participation d'un représentant de l'A.N.C. (African National Congress) mouvement de libération de l'Afrique du Sud : jusqu'au 5 novembre, Eric Mtshali, puis Thami Sindelo.

Après une conférence de presse à Paris, les villes suivantes ont été successivement touchées : Amiens, Saint-

Quentin, Saint-Dizier, Lyon, Grenoble, Marseille, Aix-en-Provence, Nice, Nîmes, Clermont-Ferrand, Limoges, Chôlet, Orléans, Gennevilliers. Dans chacune d'elles des manifestations très diverses

ont eu lieu : conférences de presse, interviews à la radio et la télévision, réceptions par les organisations locales et parfois les municipalités, débats dans des établissements scolaires et des

S. D. G. E. P. R. E. S. S.

Centre Commercial de la Noue Callot
18, Avenue Suzanne Buisson - 93140 BONDY
Tél. : 847 52-22
NETTOYAGE A SEC EN 2 HEURES

Spécialités : Tapis - Couverture - Ameublement - Teinture -
Remallage - Service Retouches - Spécialiste du daim

ETABLISSEMENTS

70, rue du Molinel, LILLE

Tél. 54.86.21

JITEX

BONNETERIE
GROS ET DEMI-GROS

Case réservée
au Laboratoire S.

**frank
Fuir's**

PEAUX LAINÉES

AGNEAUX TOSCANES

16, rue de Picardie, 75003 PARIS

- 887.56.21

entreprises, assemblées publiques, le tout accompagné par la présentation de l'exposition diffusée par le M.R.A.P. (1) et la projection du film «*Témoignages*».

Le samedi 13 novembre, une émission en duplex a eu lieu, entre les studios de France-Culture où Jean-Louis Sagot-Duvaurox, pour le M.R.A.P., participait à un débat, et Thami Sindelo, qui se trouvait alors à Limoges.

Nous reviendrons sur cette importante campagne d'information et de sensibilisation, qui a suscité partout un vif intérêt et aura sans aucun doute de multiples prolongements. La lutte contre l'apartheid a ainsi, d'ores et déjà, atteint un degré supérieur en France.

(1) Cette exposition, facilement utilisable par les comités, les associations, les lycées, etc... comporte, dans un coffret cartonné 80 photos de 35,5 x 22,8 cm, une carte et 16 séries de légendes groupées par thème. Elle est en vente au M.R.A.P. au prix de 100 francs (+ 12 francs de frais d'envoi). Les films «*Témoignages*» et «*Namibie : une confiance trahie*» peuvent également être demandés au M.R.A.P.

isoler l'Afrique du sud

Association non-gouvernementale dotée du statut consultatif auprès de l'O.N.U., le M.R.A.P. prend part d'une façon continue à l'action de l'ensemble des O.N.G. dans le domaine des Droits de l'Homme, et, plus particulièrement, de la lutte contre le racisme. C'est ainsi que, cette année, il a participé à trois conférences internationales contre l'apartheid.

Au **Colloque international pour l'élimination de l'apartheid et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique australe**, organisé à La Havane par le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid (24-28 mai 1976), le M.R.A.P. était représenté par Jean-Louis Sagot-Duvaurox, membre du Bureau national, et Emma Nicolas, membre du Conseil national.

Au **Colloque des O.N.G. sur la situation des prisonniers politiques en Afrique australe**, à Genève (5-6 juillet 1976), un exposé suivi d'un débat, a été présenté par Albert Lévy, secrétaire-général du M.R.A.P. Notre Mouvement était également représenté par Rose Michalowicz, déléguée permanente du M.R.A.P. auprès des Nations Unies à Genève.

A la **Conférence internationale extraordinaire de solidarité avec le peuple d'Afrique du Sud**, qui s'est tenue à Addis-Abeba, les 30 et 31 octobre 1976, c'est Georges Cukierman, membre du Bureau

national, qui fut le porte-parole du M.R.A.P.

Signalons d'autre part, que l'O.N.U. a diffusé en novembre 1975, un document en français et en anglais sur «*L'action du M.R.A.P. contre la répression en Afrique du Sud*» et, en mai 1976, les conclusions de la 1^{re} session de la Commission d'Enquête sur l'Apartheid, qui s'est déroulée le 23 mai à Paris, avec le concours de diverses organisations, dont le M.R.A.P.

conseil national : optimisme

Le Conseil national du M.R.A.P. a tenu, le dimanche 17 octobre, à Paris, une importante réunion où il a fait le point de la situation et de l'action du M.R.A.P. depuis le dernier congrès (29-30 novembre 1975). Sous la présidence de Pierre Paraf et de l'abbé Jean Pihan, il a étudié spécialement les problèmes relatifs à l'élargissement de la lutte contre le racisme dans le contexte actuel de crise, et à l'union dans le M.R.A.P. des courants antiracistes les plus divers. Le rapport d'Albert Lévy a été unanimement approuvé.

Les débats ont porté également sur **droit et liberté**, sa présentation, son contenu, sa diffusion (rapport de Jean-Louis Sagot-Duvaurox) et sur les finances du Mouvement (rapport de Marc Tichauer).

L'ensemble des travaux a été marqué par la représentation active des comités locaux, dont le développement et le rôle de plus en plus dynamique a été souligné. C'est donc avec optimisme qu'il y a lieu d'envisager le renforcement et l'implantation croissante du M.R.A.P., pour faire face à toutes les tâches qui lui incombent.

servir en France

Le livre d'Annie Laurant «*Servir en France*», dernier paru des Editions Droit et Liberté, commence à recueillir des critiques élogieuses dans la presse. Cet ouvrage, où témoignent des employées de maisons étrangères et leurs patronnes est non seulement d'un grand intérêt documentaire, mais il se lit avec passion.

«*Servir en France*» : (le volume : 16 francs, plus 3 francs pour l'expédition).

4 commissions fonctionnent

Les commissions mises en place pour développer l'action du M.R.A.P. dans tous les domaines tiennent chaque mois leurs réunions plénières aux dates suivantes, à 18 h 30 :

- 2^e semaine de chaque mois :
 - le mardi : immigration.
- 3^e semaine de chaque mois :
 - le mercredi : Antisémitisme et néonazisme;
 - le jeudi : Animation et développement;
 - le vendredi : Apartheid.

Les adhérents qui souhaitent participer aux travaux de ces commissions sont invités à écrire ou téléphoner au secrétariat du M.R.A.P., qui leur donnera toutes précisions utiles.

La consultation juridique du M.R.A.P. reçoit deux fois par semaine, au siège du Mouvement, 120, rue Saint-Denis, Paris-2^e - (métro : Etienne-Marcel ou Réaumur-Sébastopol) :

- mercredi, de 18 heures à 19 h 30;
- samedi, de 10 heures à 12 heures.

Notez notre nouveau numéro de tél. : 233.09.57.

souscription

Après la dernière agression contre le M.R.A.P., la souscription se développe et témoigne d'une réelle solidarité dans tous les milieux et dans toute la France.

Collecté par l'A.E.F.T.I. : 623 + 180; Comité médical et médico-social d'Aide aux Migrants : 1000; C.G.T. : 1000; C.G.T.-Paris : 500; Comités Vie Nouvelle (Toulouse, Alès) : 500; F.S.G.T. : 500; Grand Orient de France : 200; Dr Brille, Paris : 300; Duclos : 100; de Médeiros, Paris : 100; Weile, Paris : 50; Flouret : 50; M.J.C., Choisy-le-Roi : 30; Reiner : 200; Sznaper, Arcueil : 300; Guillemot, Paris : 100; Choquet : 50; Collectif Havrais d'Ecologie : 20; Hassine : 70; Quillien : 40; Collecté par le comité de Choisy-le-Roi : 63; Santoni, Paris : 10; A.R.A.C. : 50; Amicale Mauthausen : 200; Barbier, Reims : 50; Morley, Marseille : 100; Teystud Mayres : 50; Michel Leiris, Paris : 200; Desnes, Bletterans : 20; Labrousse, Paris : 500; Abbé P. Toulat : 50; Badenas, Castres : 30; R. Toussaint, Courbevoie : 20; Ovezarek, Paris : 200; J. Goldring, Paris : 30; Lambalais, Paris : 20; Auna, Nice : 50; Karst, St-Max : 50; C. Goulin, Paris : 50; Moncorzet, St-Jorioz : 50; Y. Jardin, Douarnenez : 50; divers au siège du M.R.A.P. : 418,28.



Photo Daniel FRANCK

De nombreux adhérents parisiens du M.R.A.P. ont participé à la manifestation organisée le 6 octobre par 21 associations d'anciens déportés et internés devant l'ambassade de R.F.A., pour protester contre la passivité des autorités de Bonn, face aux menées néo-nazies. Beaucoup étaient également présents dans les délégations qui sont allées au Quai d'Orsay, le 26 octobre, protester contre l'aide militaire et économique apportée par la France au régime raciste sud-africain.

Photo Gérard BLONCOURT



flash

Trois nouveaux comités du M.R.A.P. ont été créés : à Troyes, le 29 octobre, à l'initiative de Joël De Palpe, en présence de Marc Mangin, représentant le Conseil national; à Choisy-le-Roi, le 16 novembre, à l'initiative d'Omar Seddik et du comité du Val-de-Marne, en présence de Jean-Pierre Garcia; à Saint-Etienne, le 24 novembre, à l'initiative de Yves Le Stir et du Dr Lantner, en présence de Gilles Lewkowicz, président du comité de Lyon.

Le syndicat F.O. du Crédit Lyonnais ayant réalisé avec le concours du M.R.A.P., une exposition sur le racisme, plusieurs débats ont eu lieu avec le personnel de deux agences, à Paris et Levallois, animés par Albert Lévy, Jean-Louis Sagot-Duvaurox et Georges Cukierman.

Pierre Paraf, président du M.R.A.P. et Georges Cukierman, secrétaire national, représentaient le M.R.A.P. à la cérémonie du Comité du Souvenir, au Mont-Valérien, le 9 octobre.

La projection du film «*Témoignage*» par l'Action Culturelle de Vendôme le 22 octobre, a été suivie d'un débat animé par Jean-Pierre Garcia, secrétaire national du M.R.A.P., et Marc Mangin.

Le nouveau comité de Rouen a tenu, le 15 octobre, sa première réunion, en présence d'Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P.

Le comité du M.R.A.P. du Gard a tenu, le 22 octobre, une conférence de presse pour dénoncer les expulsions arbitraires de travailleurs immigrés. Plusieurs organisations se sont associées à la déclaration qu'il a rendue publique.

Pierre Le Boulanger, membre du Conseil national du M.R.A.P., Laurent Surville, prési-

droit et liberté • n° 353 • nov./déc. 1976

dent du comité d'Ermont, et Viviane Rosen, du C.L.E.P.R. ont pris part à un débat sur le racisme organisé par la Fédération des Parents d'Elèves Cornec du C.E.S. de Sannois (95). Le film «*Derrière la Fenêtre*» a été projeté.

Le comité d'Orléans du M.R.A.P. a organisé, le 4 novembre, une conférence de presse sur les données actuelles du racisme et de la lutte antiraciste. Les quotidiens locaux en ont rendu compte largement, ainsi que la station régionale de F.R.3. Le lendemain, avait lieu une soirée-débat, à laquelle participait Albert Lévy, et où le compte rendu des activités fut présenté par Marc Mangin et Noël Hily. 12 adhésions nouvelles ont été enregistrées.

Dans le cadre des «*10 %*», deux classes de terminale du Lycée Van Gogh, à Ermont (95) ont étudié l'apartheid. Après les comptes rendus présentés sur différents aspects de la situation en Afrique du Sud par des groupes d'élèves, Albert Lévy a été invité à répondre à leurs questions.

Deux débats sur le racisme le samedi 13 novembre au soir, réunissant chacun 120 à 150 personnes : l'un, à la M.J.C. de Saint-Saulve (Nord), était organisé avec le concours du comité du M.R.A.P. du Valenciennois que préside Jacques Pamart, et animé par Albert Lévy; l'autre, à l'Agora d'Evry, après la projection de «*Soleil O*», était animé par Pierre Krausz.

carnet

nos deuils

C'est avec une profonde douleur que nous avons ressenti le décès de M. Bernard Pons, président de l'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs. Résistant héroïque, il fut parmi les fondateurs du M.R.A.P., auquel il apporta toujours un fidèle soutien. Une délégation du M.R.A.P., formée

d'Albert Lévy, A-Chil Kozlowski et Joseph Creitz, était présente à ses obsèques, où elle exprima à sa famille la sympathie de notre Mouvement.

La mort du grand peintre et sculpteur Alexandre CALDER a suscité une profonde émotion dans les milieux artistiques, en France et dans le monde. Ajoutons aux évocations de l'artiste, qui ont été nombreuses dans la presse, l'attachement qu'il portait à l'action du M.R.A.P. Il offrait l'une de ses œuvres à chacune des expositions - ventes organisées par notre Mouvement. N'oublions, parmi nous, l'homme généreux et fraternel que fut le créateur génial des «*mobiles*».

Amicalement
Alexandre Calder

Nous avons appris avec émotion la mort de notre amie Andrée Pierre-Viénot, maire socialiste de Rocroi (Ardennes). Epouse de Pierre Viénot, qui fut sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le premier gouvernement du Front Populaire, elle était elle-même devenue, après la Résistance, membre de l'Assemblée consultative, député, et sous-secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Elle s'était associée à maintes campagnes du M.R.A.P. Nous exprimons à sa famille notre profonde sympathie.

L'ancien ministre et député Albert Forcinal, l'un des parlementaires qui refusèrent de s'associer au vote accordant les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, et qui fut arrêté par la Gestapo, puis déporté à Buchenwald, vient de mourir à l'âge de 89 ans. Dirigeant de l'A.R.A.C. et de la F.N.D.I.R.P., vice-président de la Fédération Internationale des Résistants, il apporta le soutien de son prestige à bien des initiatives du M.R.A.P., depuis sa création, notamment dans la lutte contre le nazisme. Que sa famille trouve ici l'expression de nos sincères condoléances.

TOPY

SEMELLES ET TALONS CHEZ VOTRE

CORDONNIER

FARNEL
Frères

57, rue Charlot - Paris-3^e
Tél. 272.80.01

ADVET

6, RUE DE CLÉRY
75002 PARIS

prêt à porter de style

☎ 231.27.33 et 34
231.38.11 et 12

bob
habille l'homme et le jeune

32-34, rue Paul-Vaillant-Couturier,
95 ARGENTEUIL
Téléphone 961.14.03

21 magasins Darty



T.V Electro-ménager Hi.fi.

Le seul spécialiste qui ose vous signer le

« Contrat de Confiance »

DARTY PUBLICITE

Diffusion de couture

Real

Créations Arlette Nastat

vager nastat

43, rue d'Aboukir, Paris-2^e. Tél. : 508-88-60

DJEHA

Sans papiers, sans travail, Djéha erre dans les rues, solitaire. JE semble que toute amitié, toute solidarité lui soit interdite...

par SALADIN 76

